

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Vive la Commune : Où réside l'héroïsme de la tentative des Communards (*N. Lénine*). — L'ouvrier parisien en 1871 ; Le prolétariat pétersbourgeois en 1917 (*Trotsky*). — A propos de quelques démissions. — Un nouvel article de Lénine (*G. Zinoviev*). — Kautsky sur Lénine (*Goloubovitch*). — Lénine et le Léninisme (*Henri Guilbeaux*). — Le Parti communiste français à la classe ouvrière allemande (*Le Parti Communiste de France*). — Contre un restant d'illu-

sions (*Paul Cadeau*). — Après les élections allemandes (*A. M.*). — De l'anarchisme au Bloc des Gauches (*Victor Serge*). — La crise dans le P. C. polonais et les tâches prochaines du Parti (*Suite et fin*). — Discussion sur le programme (*Gaston Faussecave*). — La faillite de la colonisation française (*Nguyen-ai-Quac*). — L'opinion des militants : Pour la clarté (*Souzy*). — Les élections prochaines (*Léon Soubeyre*). — Parti nouveau, propagande nouvelle (*A. Merlay*).



N, LENINE

# VIVE LA COMMUNE

## Où réside l'héroïsme de la tentative des Communards

On sait que quelques mois avant la Commune, en automne 1870, Marx, mettant en garde les ouvriers de Paris, leur démontrait que toute tentative pour renverser le gouvernement serait une sottise dictée par le désespoir. Mais lorsque, en mars 1871, la bataille décisive fut engagée contre les ouvriers et que ceux-ci l'eurent acceptée, lorsque l'insurrection fut devenue un fait accompli, Marx salua avec enthousiasme la révolution prolétarienne. Malgré ses funestes pronostics, Marx ne s'entêta pas à condamner par pédantisme un mouvement « prématuré » comme le fit le renégat russe du marxisme Plekhanov de triste mémoire, dont les écrits instigateurs encourageaient à la lutte les ouvriers et les paysans en novembre 1905 et qui, après décembre 1905 s'écriait en vrai libéral : « Il ne fallait pas prendre les armes ».

Marx ne se contenta pas de s'enthousiasmer pour l'héroïsme des Communards « montant à l'assaut du ciel », suivant son expression. Bien que le mouvement révolutionnaire des masses eût manqué son but, Marx y voyait une expérience historique d'une énorme importance, un pas en avant de la révolution prolétarienne universelle, une tentative pratique plus importante que des centaines de programmes et de raisonnements. Analyser cette expérience, y puiser des leçons de tactique et y éprouver sa théorie, voilà la tâche que s'imposa Marx.

L'unique « correction » que Marx jugeait nécessaire d'apporter au *Manifeste communiste*, il la fit d'après les *Communards de Paris*. La dernière préface du *Manifeste communiste*, signée à la fois des deux auteurs date du 24 juin 1872. Dans cette préface, Karl Marx et Fr. Engels disent que le programme du *Manifeste communiste* « est aujourd'hui vieilli par endroits ».

« La Commune en particulier, continuent-ils, a prouvé que *la classe ouvrière ne peut pas s'emparer simplement d'une machine gouvernementale toute faite et la mettre en mouvement pour ses propres buts.* »

Les derniers mots entre guillemets de cette citation sont empruntés par ses auteurs à l'ouvrage de Marx : *La Guerre civile en France*.

Ainsi, Marx et Engels attribuaient à l'une des leçons fondamentales de la Commune une

importance si colossale, qu'ils l'ont introduite comme correction essentielle dans le *Manifeste communiste*.

Il est caractéristique au plus haut point que ce soit justement cette correction essentielle que les opportunistes ont dénaturée et sans doute les neuf dixièmes sinon les 99 centièmes des lecteurs du *Manifeste* n'en saisissent pas la portée. Nous nous étendrons sur cette déformation dans l'un des chapitres suivants consacrés spécialement aux déformations. Il suffira ici de faire remarquer « l'explication » courante, vulgaire, de la fameuse formule de Marx citée par nous : l'idée que Marx aurait soulignée ici est l'idée du développement lent par opposition à la conquête du pouvoir.

En fait, c'est justement le contraire. L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit *briser, détruire* la « machine d'Etat toute faite », et ne pas se borner à s'en rendre maîtresse.

Le 12 avril 1871, c'est-à-dire précisément pendant la Commune, Marx écrivait à Kugelmann :

« Si tu jettes un coup d'œil sur le dernier chapitre de mon 18 *Brumaire*, tu verras comme je prédis la prochaine tentative de révolution française : ne pas changer de mains la machine bureaucratique et militaire comme cela s'est fait jusqu'ici, *mais la briser* (le mot en italique est de Marx ; *zerbrechen* dans l'original) ; voilà précisément la condition préalable de toute révolution populaire efficace sur le continent. Et c'est justement en quoi consiste la tentative de nos héroïques camarades parisiens » (1).

Ces mots « briser la machine d'Etat bureaucratique et militaire », renferment en résumé la grande leçon du marxisme à propos du rôle du prolétariat dans la Révolution à l'égard de l'Etat. Et c'est précisément cette leçon qu'on oublie complètement et que Kautsky dénature sans scrupule dans ses commentaires du marxisme !

Quant au renvoi de Marx au 18 *brumaire*, nous avons cité plus haut en entier le passage correspondant.

(1) Les lettres de Marx à Kugelmann ont été publiées en russe au moins en deux éditions, dont l'une revue et préfacée par moi. (Ces lettres ont été traduites en français par Léon Rémy, *Mouvement socialiste* 1902 et 1903, éditeur.)

Dans le passage cité de Marx, deux endroits surtout sont à signaler. D'abord il n'étend sa conclusion qu'au continent. Cela se comprenait en 1871, alors que l'Angleterre était encore le modèle du pays purement capitaliste sans militarisme et jusqu'à un certain point sans bureaucratie. Voilà pourquoi Marx a exclu l'Angleterre, où la révolution, et même la révolution populaire semblait être possible, et l'était alors, sans destruction préalable de la « machine gouvernementale toute faite ».

En 1917, à l'époque de la première guerre impérialiste cette restriction de Marx tombe : l'Angleterre et l'Amérique les plus grands et les derniers représentants dans le monde de la « liberté » anglo-saxonne, étant donnée l'absence de militarisme et de bureaucratie, sont enlisées à fond dans le marais infect et sanglant des institutions bureaucratiques et militaires européennes où tout est opprimé, tout est broyé. Actuellement, en Angleterre, comme en Amérique, la « condition préalable de toute révolution vraiment populaire », c'est également, la destruction de la machine d'Etat toute faite, perfectionnée de 1914 à 1917 d'après les principes de l'impérialisme européen.

Deuxièmement, ce qui mérite une attention particulière, c'est cette profonde remarque de Marx, que la destruction de la machine d'Etat bureaucratique et militaire est « la condition préalable de toute révolution vraiment populaire ». Cette expression de révolution « populaire » paraît surprenante dans la bouche de Marx et les plékhanoviens russes et les mencheviks disciples de Struve, désireux de passer pour marxistes pourraient au fond traiter cette expression de « méprise ». Ils ont réduit le marxisme à une doctrine si piètrement libérale que, en dehors de l'antithèse : révolution bourgeoise et révolution prolétarienne, pour eux rien n'existe, et encore conçoivent-ils cette antithèse comme une chose tout à fait morte.

Si nous prenons comme exemple les révolutions du XX<sup>e</sup> siècle, il faut bien reconnaître que les révolutions portugaise et turque ont été des révolutions bourgeoises. Mais ni l'une ni l'autre n'ont été « populaires » : la masse du peuple, en effet, en grande majorité, avec ses exigences économiques et politiques propres, n'a fait sentir son influence ni dans l'une ni dans l'autre. Au contraire, la révolution bourgeoise russe de 1905-1907, sans avoir eu des succès aussi « brillants » que les révolutions portugaise et turque, a été sans conteste une révolution bien populaire ; ici la masse du peuple, sa majorité, ses couches sociales inférieures, écrasées sous le joug de l'exploitation, se sont soulevées spontanément et ont empreint tout le cours de la révolution du sceau de leurs exigences, de leurs tentatives pour reconstruire, à leur manière une nouvelle société à la place de l'ancienne détruite.

Dans aucun des pays de l'Europe continentale de 1871, le prolétariat ne formait la majo-

rité du peuple. La révolution « populaire », capable d'entraîner la majorité dans le mouvement ne pouvait être telle, qu'à la condition d'englober le prolétariat et la classe paysanne. Ces deux classes composaient alors le « peuple ». Ces deux classes sont solidaires, du fait que la « machine d'Etat bureaucratique et militaire » les opprime, les écrase et les exploite. Briser cette machine, la démolir, tel est le but pratique du « peuple », de sa majorité, des ouvriers et des paysans, telle est la « condition préalable » de l'alliance libre des paysans pauvres et du prolétariat ; sans cette alliance, pas de démocratie solide, pas de transformation sociale possible.

C'est vers cette alliance, on le sait, que se dirigeait la Commune de Paris, qui a échoué pour une série de raisons d'ordre intérieur et extérieur.

Par conséquent, en parlant de « révolution vraiment populaire », sans oublier les particularités de la petite bourgeoisie dont il a maintes fois et abondamment parlé, Marx mesurait rigoureusement les forces relatives des classes dans la majorité des Etats continentaux de l'Europe en 1871. D'autre part, il constatait que les ouvriers et les paysans sont également intéressés à briser la machine d'Etat et à se coaliser dans le but commun de supprimer le « parasite » et de le remplacer par quelque chose de nouveau.

N. LENINE.

Extrait de *l'Etat et la Révolution* (pages 48 à 53).  
Bibliothèque Communiste, Paris, 1920.

---

## LISEZ LES LIVRES DE LENINE :

---

**L'Etat et la Révolution ;**  
**La maladie infantile du Communisme ;**  
**La Révolution prolétarienne ;**  
**L'Impérialisme ;**  
**Le rôle de la Jeunesse Communiste.**  
**Sur la route de l'insurrection.**

En vente à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris.

---

**Le Communisme est l'enseignement  
des conditions de la victoire de la  
classe ouvrière.**

Fr. ENGELS

## L'ouvrier parisien de 1871. — Le prolétariat pétersbourgeois de 1917

Un des plus grossiers parallèles, que rien ne justifie, et qui est politiquement une honte, tracé par Kautsky entre la Commune et la Russie soviétique, est bien celui qui concerne le caractère de l'ouvrier parisien de 1871 et du prolétaire russe en 1917-1919. Kautsky nous dépeint le premier comme un enthousiaste révolutionnaire, capable de la plus haute abnégation, tandis qu'il nous représente le second comme un égoïste, un profiteuse, un anarchiste forcené.

L'ouvrier parisien a derrière lui un passé trop bien défini pour avoir besoin de recommandations révolutionnaires — ou pour devoir se défendre des louanges de Kautsky actuel. Néanmoins, le prolétariat de Pétersbourg n'a pas et ne peut avoir de motifs de renoncer à se comparer à son frère aîné. Les trois années de lutte ininterrompue des ouvriers pétersbourgeois — d'abord pour la conquête du pouvoir — ensuite pour son maintien et son affermissement au milieu de souffrances telles qu'on n'en vit jamais, malgré la faim, le froid, les dangers continus, constituent un fait exceptionnel dans les annales de l'héroïsme et de l'abnégation des masses. Kautsky, comme nous le montrons par ailleurs, prend, pour les comparer à l'élite des communards, les éléments les plus obscurs du prolétariat russe. Il ne se distingue en rien sur ce point des sycophantes bourgeois pour lesquels les morts de la Commune sont incomparablement plus sympathiques que les vivants. Le prolétariat pétersbourgeois a pris le pouvoir quarante-cinq ans après le prolétariat parisien. Ce laps de temps nous a doté d'une immense supériorité. Le caractère petit-bourgeois et artisan du vieux et en partie du nouveau Paris est totalement étranger à Pétersbourg, centre de l'industrie la plus concentrée du monde. Cette dernière circonstance nous a facilité considérablement et nos tâches d'agitation et d'organisation et l'établissement du système soviétique. Notre prolétariat est loin de posséder les riches traditions du prolétariat français. Mais en revanche, au début de la Révolution présente, la grande expérience des insuccès de 1905, et le cœur vivante dans la mémoire de la génération aînée, qui n'oubliait pas quel devoir de vengeance lui avait été légué. Les ouvriers russes ne sont pas passés, comme les ouvriers français, par la longue école de la démocratie et du parlementarisme, école qui, à certaines époques, fut un facteur important dans la culture politique du prolétariat. Mais, d'autre part, l'amertume des déceptions et le poison du scepticisme (qui lie la volonté révolutionnaire du prolétariat français — jusqu'à une heure que nous espérons proche) n'avaient pas eu le temps de se déposer dans l'âme de la classe ouvrière russe.

La Commune de Paris a subi une défaite militaire avant que, devant elle, se fussent dressées, de toute leur hauteur, les questions économiques. En dépit des magnifiques qualités guerrières des ouvriers parisiens, la situation militaire de la Commune fut de bonne heure désespérée: l'indécision et l'esprit de conciliation des sphères supérieures avaient engendré la désagrégation des couches inférieures.

La solde de garde national était payée à 162.000

simples soldats et à 6.500 officiers, mais le nombre de ceux qui, réellement, allaient au combat, surtout après la sortie infructueuse du 3 avril, variait entre vingt et trente mille.

Ces faits ne compromettent nullement les ouvriers parisiens et ne donnent à personne le droit de nier leur courage ou de les qualifier déserteurs, — bien que les cas de désertion n'eussent certainement pas fait défaut parmi eux. La capacité guerrière d'une armée requiert surtout l'existence d'un appareil de direction régulier et centralisé. Les communards n'en avaient pas même l'idée.

Le Département de la guerre de la Commune siégeait, selon l'expression d'un auteur, dans une chambre sombre où tout le monde se bousculait. Le bureau du ministère était rempli d'officiers, de gardes nationaux qui exigeaient soit des fournitures militaires, soit des approvisionnements, ou qui se plaignaient qu'on ne les relevât pas. On les renvoyait au Commandement de la place. « Certains bataillons restaient dans les tranchées de 20 à 30 jours, tandis que les autres étaient constamment en réserve. Cette insouciance tua bien vite toute discipline. Les plus courageux ne voulaient plus dépendre que d'eux-mêmes; les autres se défilèrent. Les officiers agissaient de même; les uns abandonnaient leur poste pour aller au secours du voisin subissant le feu de l'ennemi; les autres partaient en ville... » (*La Commune de Paris de 1871*, P. Lavrov, 1919, p. 100.)

Pareil régime ne pouvait pas rester impuni. La Commune fut noyée dans le sang. Mais, à ce sujet, vous trouvez chez Kautsky une consolation unique en son genre: « La conduite de la guerre — dit-il en secouant la tête — n'est pas en général le côté fort du prolétariat. » (P. 76.)

Cet aphorisme digne de Pangloss est à la hauteur d'un autre apophtegme de Kautsky, à savoir: que l'Internationale n'est pas une arme du temps de guerre, étant par sa nature « un instrument de paix ».

Le Kautsky actuel se résume, au fond, tout entier, dans ces deux aphorismes; et sa valeur est à peine supérieure au zéro absolu. « La conduite de la guerre, voyez-vous, n'est pas en général le côté fort du prolétariat; d'autant plus que l'Internationale n'a pas été créée pour une période de guerre. » Le bateau de Kautsky a été construit pour naviguer sur les eaux tranquilles des étangs, et non pour affronter la pleine mer et traverser les orages. S'il commence à faire eau et s'il coule maintenant à fond, les torts sont évidemment du côté de la tempête, des éléments, de l'immensité des vagues et de toute une série d'autres circonstances imprévues auxquelles Kautsky ne destinait pas son magnifique instrument.

Le prolétariat international s'est donné pour tâche de conquérir le pouvoir. Que la guerre civile « en général » soit ou non des attributs indispensables de la révolution « en général », il n'en reste pas moins incontestable que le mouvement en avant du prolétariat, en Russie, en Allemagne et dans certaines parties de l'ancienne Autriche-Hongrie, a revêtu la forme d'une guerre civile à outrance, et ce, non seulement sur les fronts inté-

rieurs, mais sur les fronts extérieurs. Si la conduite de la guerre n'est pas le côté fort du prolétariat, et si l'Internationale ouvrière n'est bonne que pour les époques pacifiques, il faut faire une croix sur la révolution et sur le socialisme, car la conduite de la guerre est un des côtés suffisamment forts du gouvernement capitaliste, qui, sans guerre, ne permettra certes pas à l'ouvrier d'arriver au pouvoir. Il ne reste plus qu'à considérer ce qu'on appelle « démocratie socialiste » comme un parasite de la société capitaliste et du parlementarisme bourgeois, c'est-à-dire à sanctionner ouvertement ce que font en politique les Ebert, les Scheidemann, les Renaudel, et ce contre quoi Kautsky, nous semble-t-il, s'élève encore.

La conduite de la guerre n'était pas le côté fort de la Commune. C'est la raison qui fait qu'elle a été écrasée. Et comme elle fut écrasée impitoyablement !

« Il faut remonter — écrivait en son temps l'historien libéral, plutôt libéral modéré, Fiaux — aux prescriptions de Sylla, d'Antoine et d'Octave pour

trouver pareils assassinats dans l'histoire des nations civilisées ; les guerres religieuses sous les derniers Valois, la nuit de la Saint-Barthélemy, l'époque de la Terreur ne sont en comparaison que des jeux d'enfants. Dans la seule dernière semaine de Mai, on a relevé à Paris 17.000 cadavres de fédérés insurgés... On tuait encore vers le 15 juin. »

« ...La conduite de la guerre, en général, n'est pas le côté fort du prolétariat... »

Mais c'est faux ! Les ouvriers russes ont montré qu'ils sont capables de se rendre maîtres aussi de la « machine de guerre ». Et nous voyons ici un énorme progrès réalisé sur la Commune. Ce n'est pas une abjuration de la Commune — car la tradition de la Commune n'est pas dans son impuissance — mais la continuation de son œuvre. La Commune a été faible. Pour achever son œuvre nous sommes devenus forts. On a écrasé la Commune. Nous portons coup sur coup à se sbourreaux. La Commune, nous la vengeons, et nous prenons sa revanche.

TROTSKY.

## A propos de quelques démissions

Dans la lettre ci-dessus, les camarades de l'Humanité qui ont démissionné en corps, enfoncent, une fois de plus, un certain nombre de portes ouvertes.

Ils apportent beaucoup de fermeté à défendre la publication en France de Cours Nouveau, du camarade Trotsky.

Or personne, à la direction du Parti, ne pouvait appréhender de voir publier quelque écrit que ce soit du camarade Trotsky. Ce dont nous nous plaignons et ce dont les camarades « démissionnaires » n'ont pas écrit un mot, c'est de ceci :

1° Des conditions clandestines dans lesquelles la brochure a été éditée ;

2° De l'avertissement et de la préface de bataille, signés du camarade Boris Souvarine, dont on a fait précéder la brochure ;

3° Du fait que, tout en reprochant au Comité Directeur de « cacher quelque chose au Parti », le camarade Souvarine gardait par devers lui les articles du camarade Trotsky alors que le texte en avait été destiné à la Direction du Parti et non pas au camarade Souvarine.

Les camarades démissionnaires protestent contre le qualificatif de « gaminerie » que nous avons appliqué à ce stratagème ? Ils ont peut-être raison, c'est d'un mot beaucoup plus sévère qu'il eût fallu qualifier une suite d'actes aussi contraires à la discipline élémentaire d'un Parti communiste.

Pour satisfaire au désir de nos camarades, nous donnons ci-dessous le texte de leurs lettres de démission. Les camarades du Parti n'y verront sans doute qu'une chose : la faute commise par un certain nombre de camarades responsables qui, en contradiction formelle avec les décisions du 4<sup>e</sup> Congrès mondial, ont démissionné de leurs postes et, circonstance aggravante, l'ont fait à la veille du 1<sup>er</sup> mai et en pleine bataille électorale.

Qu'ils ne se réfugient pas, surtout, derrière la concession qu'ils ont faite en assurant leurs fonctions jusqu'à ce que leur remplacement fût assuré. S'ils n'avaient pas fait cela, ils savent bien qu'ils

n'auraient même plus aujourd'hui la possibilité d'écrire dans le Bulletin Communiste ou dans quelque organe que ce soit de la presse communiste.

Louis SELLIER.

\*\*

Paris, le 23 avril 1924.

Camarade Sellier,

Treint continue, dans les colonnes du Bulletin Communiste, ses mensonges et ses divagations. Bureau politique et majorité du Comité directeur se taisent, donc approuvent ce travail de fraction.

Est-il besoin de te dire que nous sommes résolument adversaires des thèses récemment votées par la majorité du Comité directeur et que, depuis leur vote, nous ne nous sentons guère à notre aise dans des postes que logiquement devraient occuper des camarades partageant le point de vue de la majorité du Comité directeur.

L'Humanité est, paraît-il, en train « de faire perdre au Parti sa claire figure communiste ». Dans l'intérêt même du Parti, il est du devoir du Comité directeur de mettre fin à cette situation. Que les vrais communistes, que ceux qui sont « dans la ligne » viennent redonner à l'Humanité la « claire figure communiste » qu'elle a perdue.

Nous t'adressons notre démission des fonctions dont nous avons la charge à l'organe central du Parti.

Nous le faisons avec le sentiment qu'un travail urgent de redressement du Parti s'impose. La besogne de fraction accomplie par Treint depuis le Congrès de Lyon a jeté le Parti dans la confusion complète. Le travail journalier du Parti ne s'accomplit plus que dans le gâchis. Le Parti n'a pas réagi contre le travail de fraction accompli par Treint parce qu'il est paralysé par un fractionnarisme stérile et envahisseur.

A l'heure où la campagne électorale bat son plein et où le Parti donne l'impression qu'il y participe surtout dans l'intention de conquérir des sièges, il est normal que des membres du Parti issus du syndicalisme révolutionnaire soient traités en pestiférés et même menacés d'exclusion.

Nous ne pouvons prendre la responsabilité de nous

associer à une politique qui conduit, en même temps que le Parti, l'Humanité à la faillite.

Etroitement solidaires de Monatte, nous te prions instamment, comme lui, de procéder à notre remplacement sans délai. Bien entendu, nous assurerons notre travail jusqu'au moment — que nous espérons très proche — où nos remplaçants seront désignés.

Nous rentrons dans le rang.

Nous y serons plus à l'aise pour défendre notre point de vue :

Celui d'un Parti communiste où les ouvriers ne seraient pas des figurants, mais le vrai moteur de l'organisme tout entier ;

D'un Parti communiste qui comprendrait la nature et l'importance exactes du travail syndical ;

D'un Parti communiste où le centralisme mécanique céderait la place au centralisme animateur ;

D'un Parti communiste d'où seraient bannies les crises artificielles de direction qui démoralisent et détournent de leur travail les militants du rang ;

D'un Parti communiste qui aurait à cœur d'être une vraie section de l'Internationale.

Nous y serons aussi plus à l'aise pour lutter — tâche accessoire mais nécessaire — contre ceux qui sont en train de saboter et le Parti et le mouvement ouvrier.

**A. ROSMER, CHARBIT, D. ANTONINI,  
V. GODONNECHE, CHAMBELLAND.**

\*\*

Paris, le 22 avril.

Mon cher Sellier,

Je viens de prendre connaissance, aujourd'hui seulement, du Bulletin Communiste du 18 avril.

Tu ne seras pas surpris que je t'adresse ma démission de rédacteur de l'Humanité et de chef de la rubrique de la Vie Sociale.

Il est tout naturel que l'organe central du Parti reflète exactement la pensée de la majorité de son Comité directeur.

Il est donc non moins naturel que je laisse à des camarades partageant cette pensée les fonctions que j'ai occupées depuis un an.

Simple membre du Parti, j'aurai les coudées plus franches pour défendre mon point de vue.

Bonne poignée de main.

**P. MONATTE.**

\*\*

Camarade Sellier,

Dans ton article intitulé : « Le Cours Nouveau et le Parti Français », paru dans le numéro 19 du B. C., nous lisons ces lignes :

« Un fillet trépidant passé dans l'Humanité pour recommander la lecture du « Cours Nouveau », un grand nombre d'exemplaires envoyés gratuitement dans les fédérations, six démissions parmi la rédaction de l'Humanité, et le tour est joué : on tente de constituer une fraction dans le Parti, sous prétexte de défendre les idées et la personnalité mêmes du camarade Trotsky, qui ne sont en accusation ni devant le Parti russe, ni devant le Parti français, ni devant l'Internationale.

« Un pareil stratagème serait seulement ridicule et constituerait une simple gaminerie s'il ne risquait d'inquiéter nos fédérations en erreur et de jeter un certain trouble dans l'esprit de quelques camarades dont la bonne foi pourrait se trouver surprise. »

Depuis qu'est commencée la discussion de vos fameuses thèses, nous sommes accoutumés à voir déformer, de la manière la plus grossière et la plus impudente, nos écrits, nos paroles et nos actes. Pourtant — sans doute sommes-nous encore bien naïfs — nous avons été stupéfaits de voir ta signature sous les lignes citées plus haut. Comme déformation, il n'y a

rien de mieux. Nous espérons que tu nous permettras de procéder, dans le B. C., à une mise au point, que nous faisons aussi brève que possible.

1. — La publication du « Cours Nouveau » et nos démissions n'ont aucun rapport.

2. — Nous avons décidé de donner une traduction française du « Cours Nouveau » parce qu'il nous a semblé que cette brochure constituait un élément d'information indispensable aux membres du Parti, dans la discussion présente. Tu rappelles que le C. D. avait décidé de publier « les articles maîtres du camarade Trotsky ». Mais ces « articles maîtres » avaient déjà paru dans le B. C., tandis que les autres, que nous considérons également comme des « articles maîtres », restaient inaccessibles aux camarades français.

3. — Si c'est un crime d'avoir publié le « Cours Nouveau » en français, nous en sommes coupables au même titre que Souvarine.

4. — Nous ne sommes pas de ceux qui, dans le Parti, manœuvrent et ont recours à des stratagèmes. Nos actes, comme nos paroles, sont clairs. La raison de nos démissions de l'Humanité, tu la connais fort bien, puisque nous te l'avons indiquée par écrit. Nous avons accepté de n'en pas parler, mais puisque c'est toi qui soulèves la question dans le but de nous nuire auprès des camarades du Parti, nous insistons pour que nos lettres de démission soient publiées à la suite de cette mise au point.

5. — Il n'y a pas eu le moindre complot de notre part. Nos démissions ont été données à l'insu du camarade Souvarine qui, sur ce point, a adopté une autre ligne de conduite que nous. Ce que tu ignores point puisque tu nous l'as donné en exemple.

6. — Tu sais bien aussi que s'il y a une fraction dans le Parti, c'est celle constituée par Treint et ses amis, puisque tu t'en es plaint amèrement devant nous à plusieurs reprises. Il est clair que si cette fraction est tolérée et même encouragée, d'autres, comme c'est inévitable, se formeront.

7. — Tu fréquentes sans doute peu les sections du Parti. Pour notre part, nous avons constaté que non seulement les idées du camarade Trotsky sont mises en accusation devant le Parti français, mais encore qu'elles le sont de la façon la plus grotesque et la plus odieuse, après avoir subi les déformations les plus extravagantes.

8. — Les frais de la publication du « Cours Nouveau » ont été supportés par un certain nombre de camarades qui ont jugé utile cette publication que le Parti n'aurait pas faite. Nous voudrions savoir pourquoi tu soulignes le fait qu'un service gratuit a touché les fédérations. Nous ne voyons là rien d'extraordinaire, à moins que le mot « gratuitement » souligné ait, à tes yeux, un sens qui nous échappe.

9. — Il y a bien des manières d'imiter Ponce Pilate ou de commettre des gamineries. Nous n'en connaissons ni n'en pratiquons aucune.

Salutations communistes.

**D. ANTONINI, M. CHAMBELLAND,  
F. CHARBIT, V. GODONNECHE,  
P. MONATTE, A. ROSMER.**

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. LENINE

## Sur la Route de l'Insurrection

En vente à la Librairie de l'Humanité,  
120, rue Lafayette, Paris

## Un nouvel article de Lénine

Nous donnons ci-dessous un article inédit, retrouvé ces jours-ci dans les papiers de Lénine. Écrit pour l'Internationale Communiste (février ou mars 1922), il devait former la continuation des Remarques d'un publiciste, que Lénine faisait paraître alors presque dans chaque numéro de cette revue.

Lénine avait promis de le terminer pour le numéro en cours alors, mais, fatigué et accablé de travail, il ne put tenir sa promesse.

Au 3<sup>e</sup> Congrès, la question du rôle de Paul Lévi suscita des divergences de vues notables, même au sein de la délégation russe. Plus tard, dans des entretiens privés, Lénine reconnut à maintes reprises son erreur dans cette question. Or, il se trouve qu'il l'a reconnue aussi par écrit. Sa déclaration dans l'article ci-dessous clôt définitivement la discussion qui s'éleva au sujet d'un épisode important pour la détermination de la tactique de l'Internationale Communiste.

Quant à sa critique virulente de Serrati, elle fut faite au moment des fautes les plus graves et des interventions les plus injustifiées de Serrati contre l'I. C. Nous en avons retranché quelques violences de langage motivées par la passion de la lutte, convaincus d'interpréter ainsi fidèlement les in-

tentions de Lénine lui-même. Il serait maintenant le premier à les supprimer et à se réjouir de la rentrée de Serrati dans l'I. C., d'autant plus qu'il appréciait hautement les capacités de ce dernier.

Cet article de Lénine, quoique non terminé, vient on ne peut plus à point. Le 5<sup>e</sup> Congrès mondial de l'I. C. aura à examiner plusieurs des problèmes qu'il touche. Le Parti communiste allemand est de nouveau en proie à une lutte intérieure aiguë. Il est des camarades ultra-« gauches » qui se réfèrent aux erreurs de Rosa Luxembourg en 1903 pour combattre les points de vue de l'I. C., par exemple dans la question d'organisation. Il leur sera particulièrement utile de lire ce que dit là-dessus Lénine. Les camarades enclins à s'étendre sur la « crise » de l'I. C. n'auront que profit à méditer les paroles de Lénine sur le « travail silencieux, sans éclat, modeste, lent, mais profond, de création en Europe et en Amérique de véritables Partis communistes ». Et nombre des critiques de la politique du P. C. R. ne pourront que gagner à lire et à relire ce que dit Lénine « de l'ascension sur de hautes montagnes » et en particulier « du mal de se laisser aller à l'abatement ».

G. ZINQVIEV.

## De l'ascension de hautes montagnes, du mal de traitement, de l'utilité du commerce, de l'attitude envers les mencheviks, etc.

### Un exemple

Représentons-nous un homme accomplissant une ascension sur une montagne très haute, abrupte et encore inexplorée. Admettons qu'après avoir surmonté des difficultés et des dangers inouis il ait réussi à s'élever beaucoup plus haut que ses précédents, mais qu'à un certain moment, avant d'atteindre le sommet, il se trouve dans l'impossibilité absolue d'avancer dans la direction qu'il a suivie jusqu'à présent. Il doit alors revenir sur ses pas, redescendre, chercher d'autres voies, plus longues peut-être, mais permettant d'arriver au faite. A cette hauteur où se trouve maintenant notre voyageur, la descente présente des dangers et des difficultés plus considérables que l'ascension elle-même: il est plus facile de faire un faux pas, plus malaisé de bien examiner l'endroit où l'on pose le pied, et surtout l'on n'a plus cet enthousiasme que donnait la marche directe en avant vers le but assigné. Il faut avoir recours à la corde et à la pioche, marcher avec une extrême lenteur et cela, en s'éloignant du but, sans voir où se terminera cette descente dangereuse, angoissante, sans savoir s'il existe une voie contournée plus ou moins sûre, qui permettra de recommencer la marche en avant dans la direction du sommet.

Il est à présumer que notre voyageur, quoiqu'il se soit élevé plus haut que personne au monde avant lui, aura alors des moments d'abatement. Et son abatement serait beaucoup plus grand s'il pouvait entendre les voix de ceux qui d'en bas,

bien abrités, observent avec une lunette d'approche sa descente périlleuse, que l'on ne saurait même qualifier (comme le font les adeptes des *Nouveaux Jalons*) de « descente freinée », car un frein pré-suppose un équipage *ad hoc* déjà éprouvé, une voie préparée à l'avance, des mécanismes sûrs. Or, il n'y a en l'occurrence ni équipage, ni chemin frayé, rien en général qui ait été déjà expérimenté.

D'en bas, des voix railleuses s'élèvent. Les uns se réjouissent ouvertement, poussent des huées, crient à tue-tête: « Il va dégringoler! C'est bien fait pour ce fou! » D'autres, comme le Judas Golovlev, s'efforcent de dissimuler leur joie mauvaise et affichent la tristesse. Par malheur, disent-ils, nos appréhensions se justifient. N'avons-nous pas passé toute notre vie à préparer un plan rationnel d'ascension de cette montagne et n'avons-nous pas demandé que cette ascension fût ajournée jusqu'au moment où notre plan aurait été définitivement élaboré? Et si nous combattions si ardemment la voie abandonnée maintenant par cet insensé lui-même. (Voyez, voyez: il revient sur ses pas, il descend; il lui faut des heures entières pour avancer d'un mètre. Et il nous agonisait d'injures lorsque nous réclamions la modération et la méthode!). Si nous condamnions cet insensé et prévenions les autres de ne pas l'imiter et de ne pas lui venir en aide, nous le faisons exclusivement parce que nous désirions véritablement l'ascension de cette montagne, parce que nous ne voulions pas en compromettre le succès.

Par bonheur, notre voyageur imaginaire ne peut

entendre les voix de ces « partisans de l'ascension », sinon il en aurait des nausées. Or, les nausées ne contribuent rien moins qu'à rendre la tête fraîche et les jambes fermes, particulièrement à de grandes hauteurs.

### Sans métaphores

Exemple n'est pas preuve. Toute comparaison cloche par endroits. C'est là un fait connu et incontestable, mais il n'en convient pas moins de le rappeler pour mieux montrer les limites de la validité de chaque comparaison.

Dans sa révolution, le prolétariat russe s'est élevé à une hauteur extraordinaire comparativement non seulement à 1789 et 1793, mais aussi à 1871. Froidement, nettement, il faut nous rendre compte de ce que nous avons mené à bout et de ce que nous n'avons fait qu'en partie: alors nous aurons la tête plus fraîche et nous n'aurons ni nausées, ni illusions, ni abattement.

Nous avons fait la révolution démocratique-bourgeoise mieux qu'elle n'avait jamais été faite auparavant dans le monde. C'est là une conquête essentielle que rien ne pourra nous ravir.

La terminaison révolutionnaire de la guerre impérialiste-réactionnaire a été notre œuvre. C'est là aussi une conquête qu'aucune force au monde ne nous enlèvera et une conquête d'autant plus précieuse que les carnages impérialistes sont inévitables dans un avenir prochain si le capitalisme subsiste; or, les hommes du xx<sup>e</sup> siècle ne se laisseront pas, dorénavant, si facilement satisfaire par les « manifestes de Bâle » avec lesquels en 1912, et de 1914 à 1918, les renégats, les héros des Internationales 2 et 2 1/2 se sont bernés eux-mêmes et ont dupé les ouvriers.

Nous avons créé l'Etat soviétiste et ouvert par là une nouvelle époque historique mondiale: l'époque de la domination du prolétariat qui remplace celle de la domination de la bourgeoisie. Cela, personne ne peut nous l'enlever, quoiqu'il faille encore l'expérience pratique de la classe ouvrière de plusieurs pays pour « parachever » le type de l'Etat soviétiste.

Mais nous n'avons pas encore posé solidement les fondements de l'économie socialiste. Ce que nous avons fait dans ce domaine, les forces du capitalisme peuvent nous l'enlever. Il faut s'en rendre compte et le reconnaître ouvertement, car il n'y a rien de plus dangereux que les illusions (et le vertige, particulièrement à de grandes hauteurs). Et il n'y a rien de pire, rien de déprimant dans la reconnaissance de cette amère vérité, car nous avons toujours professé et répété cette vérité fondamentale du marxisme, à savoir que, pour la victoire du socialisme, il faut les efforts combinés des ouvriers de plusieurs pays avancés. Or, nous sommes encore seuls et pourtant dans notre pays retardataire, ruiné, nous avons fait une œuvre dépassant toutes les espérances. Bien plus, nous avons maintenu « l'armée » prolétarienne révolutionnaire, nous lui avons conservé sa « capacité manœuvrière », nous avons gardé la lucidité d'esprit qui nous permet de déterminer froidement où, quand et dans quelle mesure il nous faut reculer (pour mieux sauter), où, quand et comment il nous faut nous mettre au parachèvement de ce que nous n'avons fait qu'en partie. Il faudrait considérer comme irrémédiablement perdus pour la cause les communistes qui s'imagineraient que, sans erreurs, sans reculs, sans refontes et parachèvement de ce qui a été mal ou incomplètement fait, on peut venir à bout d'une entreprise aussi colossale

que celle de la pose définitive des fondements de l'économie socialiste (particulièrement dans un pays où domine la petite paysannerie). Mais ils ne sont pas perdus, les communistes qui ne se laisseront aller ni aux illusions, ni à l'abattement et conserveront la force et la souplesse nécessaires pour recommencer autant de fois qu'il le faudra la tâche pénible qui nous incombe.

Et il nous est d'autant moins permis de nous laisser abattre que, malgré nos ruines, notre misère, notre état arriéré, la famine, nous avons commencé à progresser dans le domaine de l'économie préparatoire au socialisme, alors qu'à nos côtés, des pays plus avancés, plus riches, militairement plus puissants que nous, continuent à régresser dans « leur » économie à eux, l'économie capitaliste qu'ils glorifient, connaissent à fond et appliquent depuis des centaines d'années.

### De la chasse au Renard, de Lévi, de Serrafi

Le procédé le plus sûr dans la chasse au renard est, dit-on, le suivant: une fois le renard traqué, on tend, tout autour de son gîte, légèrement au-dessus du sol, une corde avec de petits drapeaux rouges; redoutant cet artifice de « l'homme », le renard ne sort qu'à l'endroit où cette « barrière » de petits drapeaux laisse une issue assez large où l'attend précisément le chasseur. Pour l'animal ainsi traqué, la prudence, semble-t-il, devrait être la qualité la plus utile. Mais, à ce moment, elle se transforme en défaut. Le renard se fait prendre précisément par sa prudence excessive.

Il me faut reconnaître une faute que j'ai commise au III<sup>e</sup> Congrès de l'I. C. également par excès de prudence. A ce Congrès, j'étais à l'extrême droite. J'étais convaincu, en effet, que c'était là la seule position juste, car un groupe très nombreux (et « influent ») de délégués (allemands, hongrois et italiens surtout) occupait une position immodérément et faussement « gauche » et, au lieu d'analyser froidement la situation, brandissait constamment de « petits drapeaux rouges », ce qui n'était guère favorable à l'action révolutionnaire immédiate et directe. Par prudence, pour que cette déviation gauchiste ne faussât pas toute la tactique de l'I. C., je défendis Lévi par tous les moyens, déclarant que peut-être il avait perdu la tête (je ne niai pas qu'il l'eût perdue) par suite d'une frayeur excessive devant les fautes des gauches et qu'il y avait des cas où des communistes ayant perdu la tête la « retrouvaient » ensuite. Admettant même — sous la poussée des « gauches » — que Lévi était un menchevik, je signalai que cela ne résolvait pas encore la question. Ainsi l'histoire des quinze années de la lutte (1903-1917) entre mencheviks et bolcheviks prouve, de même que les trois révolutions russes, que les mencheviks, en général, étaient incontestablement dans l'erreur et remplissaient effectivement le rôle d'agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. C'est là un fait incontestable. Mais il n'en est pas moins vrai que, dans des cas isolés, les mencheviks avaient raison contre les bolcheviks, par exemple dans la question du boycottage de la Douma Stoykine en 1907.

Depuis le III<sup>e</sup> Congrès, il s'est écoulé environ huit mois. Notre litige d'alors avec les gauches est évidemment du domaine du passé; il a été tranché par la vie même. J'avais tort au sujet de Lévi, car ce dernier a démontré qu'il était entré dans la voie mencheviste non pas fortuitement,



temporairement, par un excès contraire à celui de la gauche dont il voulait redresser la dangereuse erreur, mais à fond, pour longtemps, poussé par toute sa nature. Au lieu de reconnaître son erreur et de demander, après le III<sup>e</sup> Congrès, sa réintégration dans le Parti, comme tout homme loyal auquel l'exaspération contre certaines fautes des gauches aurait fait perdre la tête, Lévi s'est mis à jouer des tours mesquins au Parti, à lui donner des crocs-en-jambe, c'est-à-dire à seconder les agents de la bourgeoisie et des Internationales 2 et 2 1/2. Evidemment, les communistes allemands ont eu entièrement raison en ripostant à ces attaques par l'exclusion de quelques membres du P. C. A. qui avait secrètement prêté appui à Lévi dans ses machinations.

Le développement des partis communistes allemand et italien, après le III<sup>e</sup> Congrès de l'I. C., montre qu'ils ont tenu compte de la faute de la gauche à ce Congrès, qu'ils rectifient peu à peu, lentement, mais constamment la ligne, qu'ils appliquent loyalement les décisions du III<sup>e</sup> Congrès. La transformation dans tous les pays européens de l'ancien parti parlementaire légèrement teinté de rouge, mais encore réformiste, en un nouveau parti véritablement révolutionnaire, communiste, est chose extrêmement difficile. L'exemple de la France, mieux que tout, le prouve. Transformer le travail journalier du Parti, mettre fin à la routine, faire en sorte que le Parti devienne l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, ne s'éloigne pas mais se rapproche de plus en plus des masses et les élève à la conscience et à la lutte révolutionnaire, c'est là la tâche la plus difficile, mais la plus fructueuse. Si, pour cette transformation radicale de la structure et du travail de leur Parti, les communistes européens n'utilisent pas la trêve (probablement très courte) qui a succédé à la période de batailles révolutionnaires intenses traversée par nombre de pays capitalistes d'Europe et d'Amérique en 1921 et au début de '22, ils commettront un véritable crime. Par bonheur, nous n'avons pas lieu de redouter qu'il en soit ainsi. Le travail silencieux, sans éclat, modeste, lent, mais profond, de création en Europe et en Amérique de partis communistes véritables, avant-gardes révolutionnaires du prolétariat, est déjà commencé et va son train.

Les enseignements politiques découlant de l'observation d'un fait aussi vulgaire que la chasse au renard ne sont pas, on le voit, sans utilité. D'une part, la prudence excessive entraîne des fautes. D'autre part, en substituant à l'appréciation froide de la situation l'état d'esprit du moment et en agitant continuellement les petits drapeaux rouges, on peut commettre une faute irréparable, périr dans une situation comportant, il est vrai, de grandes difficultés, mais d'où l'on peut parfaitement se tirer.

Paul Lévi s'efforce maintenant de satisfaire la bourgeoisie et, par suite, ses agents, les Internationales 2 et 2 1/2, en rééditant les œuvres où Rosa Luxembourg était dans l'erreur. A cela, nous répondrons par deux vers d'une excellente fable russe: il arrive aux aigles de descendre plus bas que les poules, mais jamais les poules ne s'élèveront aussi haut que les aigles. Rosa Luxembourg se trompait dans la question de l'indépendance de la Pologne; elle se trompait en 1903 dans son appréciation du menchevisme; elle s'est trompée dans la théorie de l'accumulation du capital; elle s'est trompée en préconisant en juillet 1914, avec Pléhhanov, Vandervelde, Kautsky et consorts l'union des bolcheviks avec les mencheviks; elle

s'est trompée dans ses descriptions de l'année 1918 pendant sa captivité (d'ailleurs, sitôt relâchée, elle rectifia elle-même, à la fin de 1918 et au début de 1919, la plupart de ses erreurs). Mais, malgré ses fautes, elle était et restera un aigle; sa mémoire sera toujours chère aux communistes du monde entier, sa biographie et le recueil complet de ses œuvres (dont les communistes allemands, quoique excusables en partie par les lourdes pertes de leur lutte, retardent vraiment par trop la publication) seront un manuel précieux pour l'éducation de nombreuses générations de communistes dans le monde entier. La social-démocratie allemande, depuis le 4 août 1914, n'est plus qu'un cadavre puant: tel est le nom que lui a donné Rosa Luxembourg et qui lui restera dans l'histoire du mouvement ouvrier. Et dans la basse-cour du mouvement ouvrier, parmi les tas de fumier, les poules comme Paul Lévi, Scheidemann, Kautsky et toute leur séquelle vont faire gorge chaude des fautes de la grande communiste. A chacun sa partie.

En Serrati, les communistes italiens qui forment maintenant dans leur pays un parti prolétarien véritablement révolutionnaire auront un modèle frappant de menchevisme à mettre sous les yeux des masses ouvrières. Ce n'est pas du premier coup, sans de nombreuses leçons de choses, qu'ils arriveront à tirer profit de cet exemple, mais ils en profiteront certainement. Qu'ils ne se détachent pas des masses, qu'ils ne perdent pas patience dans leur lourde tâche consistant à dévoiler pratiquement devant les ouvriers du rang tous les Serrati; qu'ils ne se laissent pas aller à la solution trop facile et extrêmement dangereuse de prendre exactement le contre-pied de ce que dit Serrati; qu'ils instruisent les masses dans l'idéologie et l'action révolutionnaires; qu'ils profitent des magnifiques leçons de choses du fascisme et la victoire leur est assurée.

Les Lévi et les Serrati sont caractéristiques non seulement par eux-mêmes, mais en tant qu'échantillons de l'extrême-gauche de la démocratie petite-bourgeoise, de la phalange du capitalisme international.

De Gompers à Serrati, la social-démocratie exulte ou verse des larmes de crocodile sur notre recul, notre descente, notre nouvelle politique économique. Que nos ennemis se réjouissent. Qu'ils continuent leurs exercices de clowns. A chacun son travail. Quant à nous, nous ne nous laisserons aller ni aux illusions, ni à l'abattement. Ne craignons pas de reconnaître nos fautes, ne reculons pas devant le travail difficile qui consiste à les réparer autant de fois qu'il sera nécessaire et nous atteindrons le sommet de la montagne. La cause du bloc international de Gompers à Serrati est une cause perdue.

V.-I. LENINE.

G. ZINOVIEV

---

**N. LENINE**

---

Une brochure : 0 fr. 75

---

En vente à la Librairie de l'Humanité.

# Kautsky sur Lénine

Après la mort de Lénine, le rapporteur berlinois de l'*Isvestia*, le camarade Solsky, aborda le pape de l'Internationale Ham-bourgeoise, Kautsky, qui déjà d'un pied est dans la tombe, et le pria d'écrire un article sur Lénine pour l'*Isvestia*. Après quelques hésitations d'ailleurs, très naturelles, si on pense à son caractère, Kautsky accepta.

Dans cet article, où l'on ne trouve pas la moindre trace de la vraie personnalité de Lénine, est contenu, comme dans une coquille de noix, Kautsky tel qu'il est.

« Comme vous voyez » est-il dit dans cet « article hommage » qui a la forme d'une lettre, « je ne me trouve pas à présent à Berlin, mais à Vienne ».

Comment le camarade Solsky pouvait-il supposer que Kautsky fût à Berlin en janvier. Qu'est-ce qu'il aurait bien pu faire en ce moment-là à Berlin ? Car combien le séjour dans ce pays, après cette défaite de la politique de coalition, si éclatante et unique dans son genre dans l'histoire, devait-il avoir un effet démoralisant sur son cerveau, déjà si malade ! Car il n'y a pas un seul moyen qui n'ait été essayé par lui pour réaliser la coalition entre la social-démocratie et Stinnes. Pour cela il a écrit des volumes monstres, où, de A jusqu'à Z, il a déformé et faussé les idées de Marx. Il a même osé transformer, d'une manière scélérate, le passage fameux de la « critique du programme de Gotha » qui exprime toute la doctrine du fondateur du socialisme scientifique sur la dictature du prolétariat. Marx dit : « Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de la transformation révolutionnaire de la première en la seconde. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne pourrait être autre chose que la dictature du prolétariat ». Kautsky en fait : « Entre la société purement capitaliste et la société purement communiste se place une période de transition de l'une dans l'autre. A quoi correspond également une période de transition politique, dont l'Etat, dans la règle (en général), ne sera autre chose qu'un gouvernement de coalition. »

Il a même essayé d'effrayer le capital international avec le spectre rouge qui fatalement apparaîtrait en chair et en os, si ledit capital n'accourait pas au secours du gouvernement de coalition. Et malgré tout cela, cette défaite si piteuse, cette banqueroute si misérable !

Et comment encore rester, après avoir vécu tant de honte, en Allemagne ?

Impossible ! C'était seulement vers Vienne qu'il pouvait diriger ses pas, vers cette Vienne des littérateurs abusés et de l'Austromarxisme !

C'est là où l'on peut encore se rassasier de la théorie de l'état d'esprit libre « théorie des Gleichgewichtszustandes » (la statique) et se désaltérer aux eaux de la théorie de la restriction volontaire des classes (Selbsteinschränkungstheorie).

Naturellement maintenant où, en outre de la coalition indirecte et déguisée (masquée) en Angleterre, il se crée également une coalition ouverte en France, il est possible et même vraisemblable que Kautsky tachera de regagner Berlin...

Mais, en janvier, il était à Vienne et c'est pourquoi qu'il ne pouvait pas répondre à temps à l'in-

vitiation de Solsky. C'est ce que Kautsky regrette beaucoup. Car il aurait tant voulu participer à l'hommage au « héros de la révolution prolétarienne ».

Voilà tout à coup que Kautsky appelle Lénine le « héros de la révolution prolétarienne ». Et cela n'est pas un « lapsus linguae », une faute de langage, encore moins de la sentimentalité, mais de la méthode.

Oui, tant que vivait le héros, il n'en fut pas un. Alors il fallait nommer d'une même haleine son nom avec ceux de Mussolini et de Horthy. Il fallait écrire comme le fit Kautsky : qu'il y a trois ennemis qui avant tout devaient être combattus — Mussolini, Lénine et Horthy. Mais maintenant qu'il est déjà mort, pourquoi ne pas montrer qu'on sent d'une manière plus humaine que les bolchéviks qui ne se reconcilient même pas par la mort ?

Mais après que Kautsky a nommé Lénine le héros de la révolution prolétarienne, il change tout de suite et écrit : « C'est vrai que je suis très sceptique quant aux méthodes politiques et économiques employées par Lénine pendant ces dernières années ; c'est vrai que personnellement il me classa très bas à cause de mes discussions objectives, et ce que j'éprouvais encore plus douloureusement, c'était la persécution de tous les éléments, même socialistes, qui dans le domaine de son pouvoir s'éloignaient de ses conceptions à lui. Mais, en présence de sa mort, il s'agit d'estimer tout l'homme, et non seulement quelques années de sa vie, non seulement quelques côtés de son œuvre ; toute rancune, hostilité personnelle doit se faire. »

Kautsky veut donc honorer le héros mort, sans toutefois vouloir parler des meilleures années de son activité où justement toutes ses qualités géniales et sa force révolutionnaire trouvaient leur meilleure expression. Car, dans ces années, n'est-ce pas Lénine qui a persécuté « tous les éléments, même socialistes » qui s'éloignaient de ses conceptions ; cela veut dire qu'il n'a pas seulement persécuté les mencheviks et les S. R., mais aussi les cadets et consorts, dont la « déviation » commune des « conceptions » de Lénine consistait en ce que tous étaient des mercenaires des Alliés et qu'ils menaient une guerre tenace avec le secours des Alliés contre la Russie soviétique. Une persécution de pareils éléments fut naturellement très douloureusement ressentie par Kautsky, le démocrate, et il a, à ce sujet, de grands scrupules. En effet, n'aurait-ce pas été plus moral de se laisser arracher des mains le pouvoir, au nom de cette sainte démocratie et de leurs « Pères » également saints, par ces « éléments, même socialistes ». Alors, sans doute, Kautsky aurait également parlé dans son article des dernières années du héros défunt...

En outre, dans ces dernières années, Kautsky, personnellement, fut classé très bas par Lénine à cause des « dissensions objectives ». Quel éclat de rire, si Wladimir Ilitsch pouvait seulement lire ces lignes de Kautsky : « Des dissensions objectives » entre Lénine et Kautsky, entre le créateur de la révolution russe et son calomniateur ! Quelle blague banale ! Comme s'il pouvait y avoir des « dissensions objectives » entre un idéologue de la bourgeoisie égaré dans les rangs ouvriers et un chef du prolétariat révolutionnaire, entre le feu

et l'eau, entre une armée blanche et une armée rouge.

« Lui (Lénine) », continue l'hommage, « fut une figure colossale, comme on n'en trouve pas beaucoup dans l'histoire mondiale ». Que Lénine représente une de ces figures majestueuses, nous, communistes, nous en sommes bien persuadés. Mais chez Kautsky cette phrase est l'introduction à la suivante qui dit: « Parmi les régents des temps modernes, on ne trouve qu'un seul, dont l'énergie puisse être comparée à la sienne, c'est Bismarck. » Voilà le fin mot de la question! Lénine devait être représenté comme une de ces rares figures colossales de l'histoire pour pouvoir être comparé avec Bismarck, le promoteur de la loi contre les socialistes. Et si Kautsky se dépêche d'ajouter que « le but de Bismarck fut petit et que celui de Lénine au contraire fut immense » ce n'est que pour couvrir cette saleté.

« Pareil au chancelier de fer, Lénine fut un homme d'une énergie tout ce qu'il y a de plus tenace et inébranlable. Comme lui il comprit très bien l'importance de la force armée dans la politique et la savait employer, au moment décisif, d'une façon implacable... Et comme Bismarck, Lénine fut toujours prêt de faire demi-tour sans aucune hésitation, dès qu'il voyait que le chemin choisi ne menait pas au but. Avec la même facilité, avec laquelle Bismarck passa en 1878 du libre échange au protectionnisme, Lénine se tourna récemment du communisme pour à la *Nep*.

Si un marxiste se transforme en renégat, alors il devient plus vulgaire que ces hommes vulgaires ordinaires qui jamais n'ont entendu parler de Marx. Il est vrai que Lénine laissait immédiatement tomber les moyens qu'il avait reconnus ne pas conduire au but, mais la prétention qu'il passa avec tact à la *Nep*, ne peut venir que d'un historien aussi vulgaire que l'est Kautsky. Or, est-ce que par hasard Kautsky ignore que déjà en 1918 Lénine aborda la question de la *Nep* dans un article qu'il cita plus tard au VI<sup>e</sup> Congrès mondial?

Et est-ce que Kautsky ignore également que Lénine ne se décida pas avec facilité à la *Nep*, mais seulement alors qu'il lui apparut clairement que c'était le seul moyen d'empêcher les révoltes paysannes et de sauver la révolution? Naturellement Kautsky n'ignore rien de tout cela, mais il s'agit « de rendre hommage » au héros, mort de la révolution prolétarienne...

Naturellement, nous apprend Karolus Kautsky, il y avait encore, à côté des buts, des différences entre Lénine et Bismarck. « Lénine fut de beaucoup supérieur à Bismarck par l'intérêt qu'il porta à la théorie, qu'il étudia fermement et, par son esprit d'abnégation, Bismarck n'avait pas le respect des théories et il utilisa la possession du pouvoir d'Etat pour s'enrichir personnellement. »

Quelles punaises, les vieilles femmes! Lénine dépassa de beaucoup Bismarck seulement par « son intérêt qu'il porta à la théorie » et non pas parce qu'il était théoricien, ce que Kautsky semble nier. Mais sa réponse misérable à « l'Etat et la Révolution » de Lénine a démontré lequel des deux est un vrai théoricien.

« Mais Lénine restait inférieur à Bismarck dans ses connaissances de l'étranger. » « Bismarck avait soigneusement étudié les Etats avec lesquels il avait affaire dans sa politique extérieure, pendant que Lénine, quoique vivant des dizaines d'années à l'étranger comme émigré, ne fût jamais arrivé d'en comprendre complètement les traits caractéristiques de leur vie sociale et politique. » Voilà

pourquoi sa politique étrangère se basait « sur l'espoir d'une révolution mondiale, espoir qui devait apparaître comme une illusion à quiconque connaissait l'Europe occidentale ». Discuter avec Kautsky pour savoir si, oui ou non, Lénine avait compris les traits caractéristiques sociaux et politiques de l'Europe occidentale, est vain. Mais, en tout cas, un homme qui, depuis plus d'un demi-siècle, s'occupe des traits caractéristiques sociaux et politiques de l'Europe occidentale et qui, malgré toutes ses études, n'est pas arrivé à comprendre que l'impérialisme est un phénomène, une apparition forcée du capitalisme et qu'il croit consister dans le banditisme, appliqué par l'inconscience de quelques capitalistes, un tel homme n'a pas la puissance d'esprit de juger les connaissances de Lénine sur les caractères sociaux et politiques de l'Europe occidentale. Et, en ce qui concerne la révolution mondiale, Kautsky ne fait que donner une nouvelle preuve de sa « dégénérescence vulgaire ».

Le passage fameux du « 18 Brumaire », où Marx dit que la révolution prolétarienne s'interrompt continuellement dans son propre cours et qu'elle revient sur ce qui apparemment avait été réalisé, pour le recommencer de nouveau; ce passage donc, où Marx nous apprend qu'il ne faut pas voir la révolution prolétarienne comme un acte unique; mais comme un procès, Kautsky l'a « oublié ».

Il voit que la révolution dans certains pays s'est arrêtée dans son cours et déjà il triomphe: « Combien j'avais raison! De prime abord, j'ai pensé que cette révolution mondiale était une illusion! »

Mais Kautsky n'est pas seulement un grand connaisseur de l'Europe occidentale, il est également un maître du matérialisme historique. Qu'on écoute: « Bismarck », est-il écrit dans son article, « arriva au pouvoir dans un pays dont les masses étaient déjà réveillées à une vie politique intense, tout d'abord secouées par la Révolution française et les guerres napoléoniennes et puis par la Révolution de 1848. Il lui était impossible de subjugué ces masses à sa toute-puissance et de supprimer leurs libres pensées et actions politiques indépendantes.

« Lénine, au contraire, arriva au pouvoir au sein d'une masse qui, quoique excitée à l'extrême par la guerre, n'avait pas encore exercé pendant plusieurs générations une pensée et une action politiques indépendantes, ce qui explique qu'après l'appaisement de l'excitation cette masse se laisse plus facilement subjugué sous la toute-puissance de la personnalité éminente de Lénine et de ses camarades. »

Quoi, vous riez? Vous vous souvenez de Heine qui ne se lassait pas de se moquer de la mentalité bête et bornée de la bourgeoisie allemande, du « Michel allemand » et, vous vous souvenez également des expressions savoureuses de Marx et d'Engels dans cette question? Et vous n'ignorez non plus que le prolétariat russe de 1917 avait passé pendant 20 ans par l'école de la lutte et qu'il faisait preuve d'une pensée plus profonde et plus indépendante que les masses de l'Europe occidentale? Certes, vous avez raison. Mais, je vous prie, mettez-vous à la place de Kautsky: il faut qu'il démontre quand même que ce ne peuvent être que des imbéciles et des illettrés qui soient capables de faire cette folie qu'on appelle révolution et que « la racine profonde du succès immense de Lénine » ne peut être trouvée que dans cette ignorance des masses russes!

Naturellement ces masses russes pleines d'igno-

rance ne tuent pas tous les espoirs dans la poitrine desséchée du vieux Kautsky.

« Egalement en Russie », s'écrie-t-il, « la pensée des masses travailleuses vers l'indépendance se frayera finalement son chemin... Alors toute la masse des travailleurs de Russie, tous les travailleurs du monde, sans distinction des opinions divergentes, penseront pleins de gratitude à leurs grands lutteurs de l'avant-garde qui, durant des dizaines d'années, pleines de combats et de souffrances, ont préparé la Révolution russe et qui enfin l'ont conduite à la victoire. Même pour tous ceux qui aujourd'hui en adversaires, sont opposés au Parti communiste, le nom de Lénine ne manquera pas dans ce Panthéon. »

Ce qui est le plus intéressant dans cette his-

toire, c'est que même cet « hommage » qui, en réalité, ne contient que des calomnies à l'adresse de Lénine, masquées par de belles phrases, ait très ému les mencheviks russes et que Kautsky se soit vu forcé de se défendre dans le *Kampf* autrichien.

« Donc, j'ai grande envie de penser,

« Qu'aussi bien le rabbin que le moine,

« Que tous les deux dégagent une odeur nauséabonde. »

Ainsi chante Henri Heine à la fin de sa poésie « Dispute ».

Quelle analogie ne trouvons-nous pas dans le sens de ces quelques vers avec la querelle qui se déroule actuellement entre Kautsky et les mencheviks!

GOLOUBOVITCH.

## Lénine et le Léninisme

Le « léninisme », aujourd'hui vocable universel, clair et hautement significatif, est devenu l'équivalent du mot *marxisme* auquel il fallait ajouter d'ailleurs l'épithète de « révolutionnaire », à cause des déformations de toute sorte que firent subir à cette doctrine éprouvée tant de réformistes et tant de traîtres dans tous les pays.

Le léninisme est par excellence le marxisme souple, vivant, immédiat, réalisé, la pratique si intimement liée à la théorie, qu'elles se confondent toutes deux. Le léninisme est l'essence du bolchevisme, l'instrument parfait pour les ouvriers décidés à se libérer du joug capitaliste, pour les paysans pauvres travaillant comme des esclaves dans les conditions d'hygiène moyenâgeuses, pour les indigènes des pays retardataires, arriérés, coloniaux, traités sans plus comme une matière première par l'association de malfaiteurs qui gouverne l'Europe.

C'est à Kienthal que le léninisme m'apparut dans toute sa vigueur, dans toute sa logique, dans toute sa plénitude. Au milieu de députés, de parlementaires, de réformistes pacifistes timides et politiques oscillants, Lénine s'attesta l'homme aux décisions énergiques et conséquentes. Trapu, l'œil chargé de subtilité et de malice, le nez ironique et flairant, il travaillait, levant rarement la tête. Il écoutait avec mépris, mais écoutait tout de même les discours invertébrés de Martov, les paroles rouées de Grimm, les propos tout simplement stupides de Brizon, les déclarations pompeuses et brillantes des Italiens. La majorité des participants à la Conférence regardait avec dédain ce « sectaire », ce « sécessionniste », ce prétendu « intellectuel » à qui, à les en croire, l'émigration faisait perdre le sens des réalités. Bien commode en vérité, disaient ces messieurs, de parler de révolution, lorsqu'on est loin de son pays en guerre, commodément installé dans un pays neutre!...

• Pourtant, indépendamment de la petite fraction bolchevique russe disséminée à Zurich, à Genève à Paris, à Londres, à New-York, à Stockholm, Lénine avait réussi à constituer un groupe international « léniniste » représenté à Kienthal par Radek, Bronsky, Fröhlich, Münzenberg et Platten. C'est sous son impulsion que les résolutions élaborées par les deux conférences de Zimmerwald ne furent point des manifestes purement, candidement, oratoirement pacifistes.

Jusqu'à cette époque je connaissais la lutte entre fractions russes presque uniquement par ce qu'en rapportait Martov. J'interrogeai Lénine sur les différends divisant mencheviks et bolcheviks. Vladimir Ilitch me répondit avec netteté et la lecture de la petite, mais substantielle brochure qu'il écrivit en collaboration avec Zinoviev : « Les socialistes et la guerre » me convainquit de la justesse de son point de vue et me communiqua son radicalisme.

La Suisse fut pour Lénine un excellent champ d'observation. Il vérifia le non-sens de la « démocratie » et de la « neutralité » et observa combien la dictature s'exerçait dans ce petit Etat considéré par quelques pasteurs et professeurs comme « l'ainée des démocraties ». Il vit toute l'hypocrisie de la bourgeoisie suisse fière de sa « Croix-Rouge », vantant son propre humanitarisme « *Inter arma caritas* », mais pratiquant la plus odieuse politique antiouvrière et s'adonnant au plus grossier chauvinisme. Il étudia aussi le réformisme qui se donnait libre cours dans le parti socialiste suisse : phraséologie révolutionnaire dissimulant le réformisme le plus entier et le plus boutiquier. L'organisateur officiel des conférences de Zimmerwald et de Kienthal, en particulier, Robert Grimm, qui critiquait chaque jour dans la *Berner Tagwacht*, l'opportunisme et la pusillanimité des « centristes », représentait ce courant qui dominait l'ensemble du parti socialiste suisse.

Lénine rédigea en français des thèses : « La tâche de la gauche de Zimmerwald dans le parti socialiste suisse », qu'il m'envoya écrites de sa main dans un petit cahier bleu. Les autorités suisses, qui font argent de tout, après me l'avoir pris, se sont bien gardées de rendre cet opuscule qui pour eux à une valeur marchande tout comme un « Palace » ou un wagon de lait condensé! Ces thèses, nous les discutâmes dans notre « groupe socialiste international » de Genève, groupe « léniniste » qu'avec l'aide de quelques ouvriers genevois nous avions fondé avec Sokolnikov, Olga Ravitch et Paul Lévy.

C'était là un des petits symptômes montrant que le « léninisme » né en 1903, date de la scission dans le parti social-démocrate ouvrier de Russie, devenu adulte à Zimmerwald, s'internationalisait et se répandait. La Révolution de 1917 devait révéler toute sa force d'expansion.

Henri GUILBEAUX.

## Le Parti Communiste français à la classe ouvrière allemande

Le 4 et le 11 mai, la classe ouvrière allemande et la classe ouvrière française vont aller aux urnes pour se choisir de nouveaux maîtres. Comme toujours, lorsqu'on parle d'élections, celles-ci n'apporteront aucune modification réelle. Les personnes peuvent changer et la politique des capitalistes reste la même. Il ne peut en être autrement lorsque, sous la dictature bourgeoise, la presse ouvrière est muselée, les meilleurs combattants de la classe ouvrière sont mis en prison par milliers, lorsqu'on en assassine des centaines. De ces élections, vos capitalistes comme les nôtres vont chercher à envoyer parmi nous autres, travailleurs, quelques élus et nous faire croire que nous pouvons avoir sur la politique de l'Etat bourgeois une influence quelconque. Nous vous disons que cela n'est pas. Les élections doivent être, pour la classe ouvrière, une occasion d'affirmer sa volonté d'abattre, sous la conduite du Parti communiste, la dictature du capital pour la remplacer par la dictature du prolétariat.

En France, nos maîtres veulent se servir du résultat des élections allemandes pour obtenir que le 11 mai le peuple français ratifie leur politique. Ils espèrent que la naissance d'une vague nationaliste en Allemagne leur permettra de travailler en France les mêmes instincts nationalistes, leur permettra d'insuffler une vie nouvelle au chauvinisme et de justifier leurs attaques contre le prolétariat allemand. Ils savent bien que ce n'est que grâce à l'infâme politique de la Ruhr, de l'impérialisme français et de la misère effroyable qui en résulte en Allemagne, que la démagogie de vos voelkisch prend dans la classe ouvrière et qu'on peut y parler de guerre de revanche.

C'est pourquoi nous nous tournons vers vous, ouvriers allemands. Camarades, nous Parti communiste de France, nous avons combattu dès le début cette politique criminelle qui excite les ouvriers les uns contre les autres. Lorsque Poincaré a voulu occuper la Ruhr, il nous a trouvés sur son chemin et maintenant dans notre campagne électorale nous dénonçons sans cesse les visées impérialistes des banques, de l'industrie française et de leurs mandataires, les gens de Poincaré et du Bloc National, devant l'ensemble des ouvriers et des paysans de France.

Nous ne pourrions vaincre les impérialistes français que si vous, ouvriers d'Allemagne, vous faites le bloc autour de votre Parti communiste et si vous luttez avec lui, aussi bien contre les voelkisch qui sont de la sorte de Stinnes, que contre l'impérialisme français.

La social-démocratie allemande fait en ce moment-ci une grosse agitation électorale. La gloire qu'elle a acquise en prenant part à la grande coalition, en jetant en prison 7.000 des meilleurs combattants du prolétariat et en faisant assassiner des centaines ne lui suffit pas encore. Hilferding et Severing mendient encore vos voix pour compléter les actions d'éclat qu'ils ont commis contre vous. Les capitalistes différents cherchent de nouveaux moyens de prolonger sa vie, ses experts viennent de lui faire un plan qui doit permettre à la grande finance internationale,

Les capitalistes ont emprunté ce plan aux social-

démocrates. Ce que leurs experts proposent pour vous réduire à l'esclavage, ce sont tout simplement les résolutions du Congrès de Hambourg de l'Internationale social-démocrate.

Les social-démocrates de tous les pays ont naturellement approuvé d'enthousiasme. En Allemagne, ils sont prêts pour exécuter ce plan à faire à nouveau avec la bourgeoisie une grande coalition. Mais vous, les ouvriers allemands, vous savez ce que la grande coalition vous a rapporté dans le passé : la faim et la réaction.

Ce que les experts des capitalistes internationaux vous proposent, c'est une seconde paix de Versailles, plus habile et moins rude en apparence que la première, mais plus rigoureuse encore pour la classe ouvrière. Les propositions des experts signifient qu'en Allemagne on va établir la dictature des commissaires interalliés, comme on l'a déjà établie en Autriche. Le capital international exploitera désormais le prolétariat allemand sous la direction du capital américain. On veut tout d'abord faire de l'Allemagne une colonie, étouffer votre Révolution prolétarienne pour pouvoir, ensuite, asservir à votre exemple les ouvriers de France, de Belgique, d'Angleterre et de toute l'Europe. La réalisation de ces plans prépare une nouvelle attaque du capital mondial contre la Russie des Soviets. Les socialistes français, avec Léon Blum à leur tête, ont repoussé nos propositions de faire en commun le Bloc des ouvriers et des paysans de France, parce qu'ils veulent collaborer à la réalisation de ce plan de mise en esclavage. Ils ont préféré faire avec la bourgeoisie le Bloc des Gauches, le Bloc des Gauches dont les chefs seront Briand, l'auteur de la première occupation de Dusseldorf, et Herriot, qui ne manque pas une occasion d'affirmer ses sentiments nationalistes. Les socialistes français travaillent en commun avec ces messieurs pour sauver la bourgeoisie française, comme autrefois les ministres de Clemenceau. Ils commencent à présent tous leurs discours par la phrase célèbre : « C'est l'Allemagne qui doit payer ! »

Ouvriers d'Allemagne, votre social-démocratie appartient à la même Internationale que ces gens que nous vous dénonçons. Vos social-démocrates ne protestent pas davantage contre l'attitude des socialistes français que les socialistes français n'ont protesté jadis contre les actes de leurs collègues allemands lorsque Noske et Severing vous ont assassinés. Les ministres actuels d'Angleterre, les gens du « gouvernement socialiste » de Mac Donald, briseurs de grèves sanglantes, oppresseurs du peuple des Indes, approuvent votre mise en esclavage et la préparent. Ils appartiennent, eux aussi, à la même Internationale. Regardez, par contre, en Russie. Le gouvernement communiste est le seul qui lutte contre le traité de Versailles, il est le seul qui lutte contre l'impérialisme français et anglais, il est le seul qui lutte pour la liberté de tous les peuples et le seul qui, avec l'aide de tous les ouvriers de la Russie, construit l'économie socialiste. Telle est l'action de l'Internationale Communiste !

Ouvriers d'Allemagne, à votre vote du 4 mai, comme à notre vote du 11 mai, la bourgeoisie, avec le projet des experts, a mis en voie la colonisa-

tion de l'Allemagne, la fin de la journée de huit heures, du droit de grève et du droit syndical. Il est de votre devoir de voter contre cette mise en esclavage et pour le combat que mènent les communistes. Chez vous comme chez nous, les social-démocrates disent qu'ils ont voté ce plan au nom de la paix des peuples. Son application n'amènera même pas, dans la lutte entre les impérialismes, un répit d'une seconde. Tandis que Mac Donald et Poincaré s'envoient de l'un à l'autre des lettres amicales, ils préparent, l'un comme l'autre, de nouvelles guerres, tandis que vos nationalistes n'attendent que l'occasion de se lancer dans une nouvelle guerre de revanche. Pour nous autres, ouvriers, il ne peut pas y avoir de paix ; il n'y aura pas de paix tant que les capitalistes seront au pouvoir. Les ouvriers ne peuvent fonder une paix solide qu'en renversant la bourgeoisie et en formant

avec leurs frères de Russie la République des Soviets d'Europe. Voilà ce qui peut constituer une paix véritable ; mais les social-démocrates, avec leur politique trahissante d'union sacrée, ne pourront jamais amener la paix comme ils n'ont pas pu l'amener depuis 1914 !

Ouvriers d'Allemagne, les prochaines élections seront pour nous une occasion de nous rassembler et de réaliser dans la lutte l'union de la classe ouvrière allemande et française. Vous pouvez, le 4 mai, nous donner un rude coup d'épaule, former le bloc autour du Parti communiste, et lutter avec lui contre une nouvelle guerre impérialiste, contre la colonisation de l'Allemagne, pour le renversement de la bourgeoisie, pour la République des Soviets d'Allemagne et l'union avec la République des Soviets de Russie.

**LE PARTI COMMUNISTE DE FRANCE.**

## Contre un restant d'illusions

Au cours de la période électorale qui vient de se terminer, nous avons pu faire diverses constatations intéressantes qui, rapprochées les unes des autres, permettent de mesurer le degré d'évolution de notre Parti vers le communisme.

L'activité comparée de nos adhérents, sections et fédérations pendant les périodes électorale et extra-électorale est d'un grand enseignement.

Que chaque adhérent, section ou fédération, fasse le bilan des affiches et papillons collés, des tracts distribués, des réunions assurées et, quoique tout ne fût pas parfaitement exécuté, on verra combien a été fortement multiplié l'effort de tous.

Né nous plaignons pas du travail accompli. Au contraire, enregistrons-le, en bloc, avec satisfaction.

Constatons simplement qu'en aucune période, voire les plus importantes, telle celle du 1<sup>er</sup> au 16 décembre dernier, où le Parti décida l'organisation de deux semaines de propagande et de recrutement, dans l'intérêt de la Révolution allemande et de toute l'Internationale, nous ne sommes arrivés à mobiliser une activité semblable à celle de nos dernières semaines.

Pourquoi des Fédérations qui, en période « normale », n'assurent presque aucune réunion, des sections qui n'organisent pas toujours les réunions que nous devons assurer, des adhérents intelligents et éduqués qui ne fournissent aucun travail, se sont-ils exceptionnellement, les uns et les autres, tant dépensés ?

Parce qu'un nombre important des membres de notre Parti n'a pas encore compris l'importance relative de notre participation aux élections. De nombreux camarades ont lutté plus ou moins consciemment, pour l'« obtention du maximum de mandats parlementaires » et non pour « la mobilisation des masses sous les mots d'ordre de la révolution prolétarienne ».

Et de cette conception erronée — survivance social-réformiste encore vivace — découlait la croyance en la valeur supérieure de l'action électorale. D'où cette activité décuplée.

Les thèses sur le parlementarisme adoptées au 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste définissent, aux différentes époques du développement capitaliste, le rôle du Parlement, précisent l'utili-

sation du Parlement bourgeois par le communisme, l'organisation et les tâches de la fraction parlementaire communiste, nous différencient, « au fond », d'avec les social-réformistes qui, eux, luttent « pour l'obtention du maximum de mandats parlementaires », c'est-à-dire pour la conquête légale du pouvoir.

Chaque adhérent du Parti a compris et adopté le point de vue suivant : on ne transformera pas la société capitaliste en société socialiste au moyen du bulletin de vote.

Pourtant, au cours de cette campagne électorale, nous avons rencontré un trop grand nombre de membres de nos sections manifestant leur étonnement lorsque nous affirmions que les communistes n'entreraient pas au Parlement pour lutter pour des réformes, mais pour briser cet « instrument de mensonge, de fraude, de violence », aux mains du capitalisme impérialiste.

Comment lutter contre et vaincre les illusions parlementaires subsistant dans nos propres rangs et prouver aux « retardataires » la justesse de la tactique parlementaire révolutionnaire adoptée au 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste ?

*En soudant le groupe parlementaire au Parti, puis à la masse.*

Notre « action parlementaire, qui consiste surtout à user de la tribune parlementaire dans un but d'agitation révolutionnaire, à dénoncer les manœuvres de l'adversaire, à grouper politiquement les masses, etc., doit être totalement subordonnée aux buts et aux tâches de la lutte en masse extra-parlementaire ».

Montrer l'impossibilité des réformes, le caractère impérialiste du capitalisme ; participer à toutes les manifestations et démonstrations révolutionnaires, se tenir en contact avec les ouvriers, les paysans et tous les travailleurs. En résumé, accomplir toutes les tâches communistes sous le contrôle du Parti. Voilà le rôle des députés communistes.

Plus notre Parti se liera à la masse ouvrière (notre appareil parlementaire y compris), plus nous accomplirons nos tâches, plus disparaîtront les illusions. A nous de les détruire !

**Paul CADEAU.**

## Après les Elections allemandes

### Les communistes ont la majorité dans les régions industrielles

Le Parti communiste allemand a été le seul à ne tolérer dans sa campagne électorale aucune équivoque et à parler aux électeurs un langage absolument clair. Son programme a été de mobilisation des masses contre la démocratie bourgeoise, contre le crétinisme parlementaire, pour la dictature du prolétariat. Tous ses candidats se sont engagés par écrit à n'être au Parlement, sous le contrôle du Parti, que les agitateurs et les mandataires de la révolution. Et nous avons ainsi obtenu 3.600.000 voix.

Nos succès ont été particulièrement grands dans les districts industriels de la Rhénanie et de la Ruhr, dans les quartiers ouvriers de Berlin et dans les régions industrielles du Wurtemberg et de la Haute-Silésie. La social-démocratie a été écrasée en Haute-Silésie et parfois dans les régions industrielles de l'Ouest. A Berlin, Hambourg et dans le Wurtemberg, elle a subi des pertes très fortes.

C'est un fait que le Parti communiste allemand a la grande majorité du prolétariat des régions industrielles.

### La social-démocratie bénéficie de nos fautes

Les élections consolident les positions de notre Parti et nous donnent des indications précieuses sur son orientation. Dans les pays où nous avons surtout souffert de nos propres fautes, en Saxe et en Thuringe, nos gains sont les moindres et les pertes de la social-démocratie leur sont proportionnées. En Thuringe, nous avons obtenu moins de voix que lors des élections du Landtag local, élections pendant lesquelles le P. C. était illégal.

La social-démocratie n'existe plus en tant que parti ouvrier dans les cités industrielles. A Berlin, Hambourg et Cologne, c'est un parti faible. Elle est encore forte à Breslau, Hanovre, Francfort. C'est là que nous devons l'attaquer avec vigueur. Elle est, en réalité, à la remorque des partis réactionnaires petits-bourgeois.

### L'échec du fascio ; l'équivoque nationaliste

Le mouvement raciste (*Völkische*, fasciste) est loin d'être aussi fort que le P. C. ne l'avait cru. Ce sont les nationaux allemands qui, à droite, ont remporté un éclatant succès. La leçon est importante pour notre Parti, qui s'était attaché à combattre surtout la social-démocratie et les *Völkische*. Nous avons combattu le fantôme du fascisme sans nous apercevoir que les turlupinades de Hitler-Ludendorff, leurs révolutions de brasserie, leur antisémitisme, leur corruption, leurs allures belliqueuses envers la France, les avaient fortement compromis. On a pu dire que Tirpitz a vaincu Ludendorff. Ce n'est que l'apparence. La vérité est que le junker, le petit-bourgeois nationaliste, docile aux indications des grands agrariens et des grands usiniers, a vaincu, en Hitler, les petits bourgeois dévoyés. Désormais, c'est contre le gros capital national allemand et non contre la démagogie petite-bourgeoise que nous avons à faire front.

Les nationaux allemands ont spéculé sur une équivoque. Tantôt ils se sont prononcés pour l'ac-

ception du programme de réparations des experts, c'est-à-dire pour le plus vulgaire programme d'accomplissement des réparations ; tantôt, flattant l'instinct nationaliste, ils ont prêché le rejet pur et simple de ce programme. Cette équivoque ne peut pas durer. A nous de hâter sa fin.

Les succès des nationaux allemands et du centre catholique montrent aussi que notre Parti n'a pas su toujours parler aux femmes. Notre travail dans les campagnes n'a pas été non plus irréprochable, comme le prouve le recul que nous avons subi au Mecklembourg. Mais nos succès en Prusse Orientale, où nous avons infligé une défaite aux social-démocrates et aux *Völkische*, sont à étudier.

### Le P. C. allemand pense à d'autres victoires

Le Parti communiste est le seul vainqueur de ces élections. Les nationaux allemands, avec leur presse du concern Hugenberg, leurs grandes ressources financières, leur situation sociale avantageuse, n'ont pas atteint leur but : le Reichstag n'a pas de majorité de droite. Ou ils entrèrent dans une coalition avec le « parti juif marxiste » social-démocrate, pour faire une politique d'accomplissement de réparations, ou, restant dans l'opposition, ils rendront le Reichstag incapable de gouverner. Dans les deux cas, le Parti communiste est le seul vainqueur de ces élections. Il n'attendait rien du nouveau Reichstag, sinon l'approbation des desseins esclavagistes du gros capital. Il a mobilisé les masses, il continue. La préparation de la révolution est sa seule pensée. Aucune menace ne l'intimidera. Nous avons au Reichstag une forte fraction. Nous ne voyons pas là de victoire véritable, car nous pensons à d'autres victoires.

Et c'est pour ces autres victoires que nous travaillons.

A. M.

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

### ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	13 »	14 »
12 mois .....	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

## De l'Anarchisme au Bloc des Gauches

### A propos d'un nouveau symptôme de la dégénérescence de l'anarchisme français

Un fait qui mérite, quoique d'une portée concrète absolument insignifiante, de retenir un moment notre attention, s'est passé en France pendant la campagne électorale. On a vu des anarchistes, appartenant aux deux tendances principales du mouvement français individualiste (Devaldès, Bergeron) et syndicaliste (Barbé, Content), inviter, dans une petite feuille normande, *le Semeur*, leurs camarades à voter, à voter pour le Bloc des Gauches dans un espoir d'amnistie...

Nous n'avons aucune raison de suspecter la bonne foi de ces anarchistes, en posture de propagandistes bénévoles du Bloc des Gauches. Leur influence politique est nulle, leur « action » semble n'avoir eu guère de succès dans les milieux restreints où elle s'est déroulée. Ainsi, toutes considérations de moralité individuelles mises à part, l'hypothèse de corruption semble exclue.

Ce fait, plutôt cocasse, nous frappe comme un symptôme de plus de la dégénérescence si accusée de l'anarchisme français. Depuis des années, l'anarchisme français est stérile. Ceux qui le « font », c'est-à-dire exploitent avec plus ou moins de veine ses anciennes recettes, sont presque tous des « vieux » d'avant-guerre. Pas une force nouvelle n'a surgi dans ses milieux, où ceux qui s'en vont ne sont pas remplacés. Pas un livre nouveau n'y a été produit. Pas une idée originale, nouvelle, pratique, n'y a été émise dans les fatras d'imprimés des éditions courantes. Pas un enseignement n'y a été dégagé de l'immense expérience de la guerre impérialiste et d'une série de révolutions. Les anarchistes français en sont encore à ressasser indéfiniment des vérités premières d'il y a vingt ans. Par leur traditionalisme rigoureux, par leur conservatisme hargneux, ils ressemblent — ce n'est pas un paradoxe — aux doctrinaires de la réaction. Le seul fait nouveau, d'ailleurs, dans l'histoire de l'anarchisme, c'est que, depuis quelques années, il représente réellement une réaction (utopiste, démagogique, parfois née d'une conscience de classe encore très primitive, et parfois de la négation individualiste de la lutte des classes) contre l'action révolutionnaire réelle qui a ses lois fort étrangères aux fantaisies libertaires. A leur ancien bagage d'idées, bien désuet, les anarchistes n'ont ajouté que la diffamation persévérante de la révolution russe et l'antibolchevisme. C'est-à-dire une négation de plus faite d'ignorance, d'incompréhension, de mauvaise foi, de démagogie, complètement stérile ; pas même destructrice, puisqu'elle n'enraye pas le développement du mouvement communiste.

On ne peut dire d'un mouvement aussi stérile qu'il vit ; il se survit ; à moins de se transformer radicalement ou de recevoir des circonstances sociales une impulsion imprévue, il est condamné à végéter, puis à s'éteindre. Quelques actes de courage individuel, plus faciles qu'une initiative idéologique ou qu'un grand effort d'adaptation aux nécessités de la lutte des classes, n'y feront rien. Tel quel, ce mouvement entraîne encore bien des éner-

gies qui pourraient être plus facilement révolutionnaires. Il arrive que des gens s'y sentent tout à coup dévoyés. Quelques-uns se prennent à réfléchir, angoissés par les piètres « réalisations » d'un idéalisme dont ils savent toute la grandeur, attirés par le parti de la révolution ; ceux-là deviennent des communistes. En Espagne, au cours de ces derniers mois, plusieurs militants anarchistes connus sont ainsi venus à nous — (Soyez les bienvenus, camarades !) — D'autres, ne parvenant pas à voir clair, s'égarant de plus en plus dans des chemins de traverse. C'est le cas de ceux qui viennent de plaider devant les électeurs normands la triste cause... du Bloc des Gauches pour l'amnistie.

Leur désarroi n'est que trop compréhensible. Depuis des années, l'anarchisme français n'a posé sérieusement aucune question politique. Quelles forces sociales y déclinent, quelles forces sociales y montent ? Que peut et veut la Haute Métallurgie, puissance nouvelle née de la guerre ? La petite bourgeoisie qui a fait la force du radicalisme prospère-t-elle ou décline-t-elle ? Quelles perspectives s'ouvrent au prolétariat ?

L'Allemagne ouvrière s'est trouvée pendant un mois sur le seuil de la révolution — et peut y revenir demain. Que faire ? Le prolétariat européen, est-il oui ou non, entré depuis la faillite de la civilisation bourgeoise, par la guerre impérialiste, dans l'ère des batailles décisives ? Si oui, peut-on faire une révolution sans dictature de classe ? Peut-on la défendre sans Armée Rouge et sans organes spéciaux de répression ? Peut-on organiser sans autorité le ravitaillement des centres industriels, la production, la défense intérieure et extérieure de la révolution ?

Pour nous, communistes, quelques-unes de ces questions sont, en elles-mêmes, absurdes. D'autres nous occupent sans cesse, et pratiquement. Les anarchistes, eux, semblent ne pas même songer à les poser. Le végétarisme, l'amour-librisme, quelques faciles déclamations sur la Charte d'Amiens, un pacifisme littéraire à peine lettré et, par-dessus tout, d'abondantes diatribes antibolchevistes suffisent à alimenter leurs esprits. Aussi, lorsque le désir sincère vient, à plusieurs d'entre eux de tenter un effort réellement efficace, positif, pour arracher aux prisons de la III<sup>e</sup> République une poignée de victimes de la dictature bourgeoise, l'amnistie ne leur apparaît-elle pas comme un épisode de la lutte des classes, comme la conquête par l'action de masse, réfléchie, tenace, profondément révolutionnaire du prolétariat d'une petite position avancée, mais comme une concession humanitaire à obtenir d'une nouvelle équipe de politiciens bourgeois.

L'antiparlementarisme anarchiste fut, en France, au pays de la plus vieille démocratie bourgeoise — c'est-à-dire de la dictature capitaliste la plus perfectionnée : celle qui empoisonne jusqu'à l'âme des exploités — une très saine réaction de certains éléments combattifs de la classe ouvrière contre la corruption électorale et le crétinisme parlementaire. A cette époque le mouvement anarchiste



français, tout entier, malgré ses déviations nombreuses, n'était-il pas le résultat des réactions de l'esprit révolutionnaire contre l'opportunisme émollient ? Sans doute, dans une large mesure.

La révolution russe a suscité, contre l'opportunisme, dans le monde entier, des réactions autrement efficaces. Les vieux partis socialistes se sont scindés ; plus rien de commun ne demeure entre les politiciens « socialistes » des démocraties bourgeoises et les révolutionnaires. Des partis nouveaux sont nés, qui ne sont plus des « partis » au sens ancien du mot (en petite politique) parce qu'ils veulent être de fermes organisations de combat, toujours debout en face de la bourgeoisie, toujours en marche vers la révolution ; et pas celle des phrases, celle des faits. Ces partis ne renoncent pas plus à l'agitation révolutionnaire au parlement qu'aux bénéfices de la légalité capitaliste dont ils

se moquent pourtant. Car ils ne négligent aucune arme. Leur parlementarisme révolutionnaire ne ressemble en rien à l'« action parlementaire » du socialisme embourgeoisé et de tous les blocs de gauche. Le Parti communiste allemand vient d'obtenir aux élections générales 60 mandats, uniquement parce qu'il est le parti de l'insurrection ouvrière. Le Parti communiste français est celui de la résistance au crime de la Ruhr, celui des 120 emprisonnés de Mayence, celui de la préparation révolutionnaire. — Les anarchistes qui s'imaginent être des ennemis du Capital et de l'Autorité, et ne voient pas ces grands faits, et dépensent leurs énergies, les uns à calomnier la révolution vivante, les autres à servir le bloc des gauches, sont bien à plaindre. Ces fourvoyés, en retard d'une douzaine d'années, se battent pour une cause perdue qui ne résiste à aucune critique.

Victor SERGE.

## Impressions électorales

Plus de quarante mille travailleurs ont affirmé leur attachement au communisme international dans ces sept départements du Midi, terre de prédilection des grues métaphysiques du démocratisme, de l'anticléricalisme, du Bloc des Gauches..

C'est peu quand on considère que la social-démocratie qui triomphe ici, celle de Bouisson, d'Hubert Rouger, de Renaudel est la plus répugnante de toutes. C'est sur elle que le sénateur radical Laferre, qui la connaît bien, a formulé cette appréciation savoureuse : « *Les partis socialistes, surtout dans le Midi, sont exempts de ce mysticisme intrinsèque qui effraie les bourgeois conservateurs. En réalité, ce sont des républicains pour qui les nuances politiques traditionnelles ont été insuffisantes pour exprimer avec force leur soif de progrès et d'égalité démocratiques.* » (*Petit Méridional*). C'est peu, quand on songe que le radicalisme qui chante victoire est le plus insolent nationaliste et réactionnaire.

Mais aussi quels préjugés avons-nous heurtés de front et quels anathèmes sont tombés sur nos têtes. Eh quoi, la lutte était engagée entre la « réaction » et le « progrès » et nous nous insurgions contre la « discipline républicaine », et nous nous dressions au même titre contre le parti de la réaction triomphante et brutale et celui de la réaction cauteleuse et hypocrite, contre le bloc des Versaillais et celui qui a honte de la Commune.

Avec le calme et la sérénité de leurs convictions les ouvriers et les paysans de notre Parti ont dit, non à leurs « concurrents », mais à leurs ennemis de classe : « Nous ne sommes plus dupes des étiquettes, la guerre du droit et de la civilisation nous en a fait connaître le mensonge. Bloc national et Bloc de gauche sont les formules complémentaires du régime capitaliste. Leurs querelles ne sont pas les nôtres, ce sont les querelles d'une classe divisée pour la possession des richesses mais unie pour l'exploitation du travail. La reprise des relations avec le Vatican ne nous fera pas oublier la lutte des classes. »

Ils ont tenu ce langage dans les Cévennes montagneuses, le Bas-Languedoc opulent, sur les rives de la Sorgue, sous les oliviers de Provence et jus-

que sur la Côte d'Azur où contre la liste du Bloc ouvrier l'*Eclaireur* a sonné le rappel des « bons citoyens ». Et ce raisonnement clair, vigoureux, eut été compris si partout un facteur n'était venu fausser le sens de l'élection : l'électeur du Cartel n'a pas voté pour le Cartel mais contre le Bloc national. Peut-être, dès l'origine, notre presse n'aurait-elle pas dit suffisamment, peut-être nos affiches n'ont-elles pas assez montré que la politique de la Ruhr, celle de la vie chère, n'étaient pas l'œuvre du seul Bloc national de droite, mais celle de la bourgeoisie dans son ensemble. Toujours est-il que le 11 mai l'électeur — et souvent l'électeur sympathisant — a volontiers réduit la bourgeoisie au Bloc national et le Bloc national à Poincaré.

Rien n'est plus caractéristique à cet égard que les résultats électoraux du Gard. Le Gard a une vieille histoire de classe ; elle commence en 1878 (combien de fois pendant la campagne avons-nous évoqué ce précédent glorieux, lorsque dans la commune de Saint-Genies-de-Magloires, vingt-cinq travailleurs déposèrent dans l'urne un bulletin au nom d'Auguste Blanqui afin « d'affirmer la nécessité pour la classe ouvrière de rompre avec la bourgeoisie, quelle que puisse être son étiquette politique ».

Trois années plus tard, les socialistes de Bes-sèges présentèrent une candidature de classe, celle de l'ouvrier Brissac contre le bourgeois réactionnaire et le bourgeois républicain. Brissac fut accusé de faire le « jeu de la réaction », mais grâce à sa propagande, un an après, un souffle de révolte passait sur les esclaves de la mine dressés en bataille pour la première fois contre les forbans des grandes compagnies.

Pendant plus de trente ans ce désir de combattre les bourgeois de toutes couleurs anime les damnés de l'enfer géologique. Quand on pratique le désistement, ce n'est pas par discipline républicaine, « car il n'y a pas de discipline entre ennemis », mais par désir de ne pas laisser se perdre les troupes ralliées au premier tour ; et le candidat « de gauche » n'est pas toujours le bénéficiaire du désistement.

Nos candidats de classe, trois cultivateurs, trois

délégués mineurs, un fonctionnaire révoqué par le radical Mourrier, ont repris fièrement les formules les plus saines et les plus vigoureuses du P.O.F. Trois semaines durant dans le pays noir, dans la Basse-Plaine, les vieux guesdistes et les jeunes sont venus leur dire leur enthousiasme. Dans plus d'une localité, par contre, les cartellistes sont accueillis à coups de sifflets. A Nîmes, ils ne peuvent placer un mot et au cours d'une manifestation, près de 2.000 travailleurs acclament le Parti. Vient le jour du scrutin, ceux-là même qui du plus profond de leur cœur nous avaient approuvés vont au plus pressé... et votent pour le cartel.

« Quel dommage que la campagne n'ait pas duré plus longtemps », me confiait un de nos porte-parole. Et le fait est que si le porte-billets de l'adversaire était fort bien garni, son arsenal d'arguments était considérablement réduit, que d'ailleurs le candidat-prolétaire réfute les mauvaises raisons du cartelliste et celui-ci « mis de cul » en est réduit à s'accrocher au mot sonore, à la période creuse. Bien plus; d'un département à l'autre l'argumentation est **divergente, discordante**. Ici, quand l'as de la lutte s'appelle Compère-Morel, on habille le programme de formules pseudo-marxistes, on déblatère « l'oligarchie financière », ...et le co-listier radical millionnaire s'éponge le front. Là, quand le leader s'appelle Daladier, on décrète la faillite du marxisme et de la lutte des classes, tandis que le co-listier socialiste fait semblant de ne pas entendre... Peut-être cette « victoire de la... Démocratie » aura-t-elle été surtout, en définitive, la victoire de la phrase inoffensive!

Et maintenant ? Tandis que du côté cartelliste on digère sur les lauriers du triomphe, du côté prolétarien s'ouvre la perspective d'une après ba-

taille. Il va falloir profiter des quelques semaines pendant lesquelles le Bloc au pouvoir sera prisonnier de ses formules demagogiques, pour consolider notre Parti, pour l'agrandir en appelant à nous les 40.000 travailleurs qui, dans nos départements, ont résisté à toutes les manœuvres. Cet effort a été commencé d'ailleurs ; n'est-ce pas de la Lozère, où notre Fédération existait à peine il y a trois semaines, qu'un ancien nous écrit que cette campagne lui fait revivre l'époque où l'annonce de l'arrivée de Guesde au Collet de Deze mettait en émoi le presbytère, la préfecture et la maréchaussée. Nos 40.000 sont déjà presque des *militants*, ils devront le devenir tout à fait.

Et ce n'est pas tout ; nous assisterons vraisemblablement à un essor du fascisme qui voudra se substituer au nouveau pouvoir pour écraser le mouvement ouvrier. Sans perdre une minute il va falloir étudier les conditions du combat prochain, constituer non seulement nos groupes de choc, mais pour cette stratégie de classe — la plus délicate de toutes — former nos stratèges intelligents. Quarante mille travailleurs ici ont su manier le bulletin de vote. Nos Fédérations leur apprendront à manier des armes plus dangereuses et d'un rendement plus certain.

Avons-nous assez répété pendant cette campagne que le Bloc Ouvrier-Paysan ne s'arrêterait pas le soir du scrutin ? Qu'il n'était pas une machine électorale, mais une machine révolutionnaire ? C'est cette machine-là qui doit permettre à notre Parti d'être autre chose que le cri de colère des masses ; la colère organisée des masses *en action* ; autre chose que « la main toujours menaçante mais qui jamais ne s'abat ».

Gabriel PERI.

# La Crise dans le P. C. Polonais et les Tâches prochaines du Parti

(Suite et fin)

## Causes organisatoires des déviations opportunistes du Parti

L'application réformiste de la tactique du front unique par ce parti provenait de son caractère et de sa composition organisatoire. Notre Parti se forma, par la fusion avec le P. S. P., de la gauche bolcheviste, qui a rompu avec les mencheviks seulement après la prise du pouvoir par les bolcheviks ; puis, les éléments et les tendances les plus divers des partis non bolchevistes se sont ajoutés ensuite au Parti Communiste Polonais. Il faut dire encore qu'il y avait aussi, parmi les chefs du Parti S. P. L., des hommes comme Warski, qui, pendant la guerre mondiale, malgré son adhésion de pure forme au Parti, lui était étranger idéologiquement, qui lutta ouvertement contre le bolchevisme, qui resta tout à fait isolé à la dernière conférence du P. S. P. L. et n'entra pas au Comité central du Parti Communiste Polonais.

Le Parti Communiste Polonais n'a pas gardé l'ancien caractère du P. S. P. L., son uniformité idéologique et sa fermeté d'organisation. Malgré ses statuts, le Parti fut, et dans son caractère et dans sa constitution organisatoire et dans sa direction, la réunion de

tendances les plus diverses, sans ferme tronc bolcheviste.

Et ce n'est pas par hasard que le Comité central se prononça si résolument contre la fête du 30<sup>e</sup> Jubilé du P. S. P. L. Il comprit qu'il s'agissait de célébrer les traditions révolutionnaires et bolchevistes du Parti.

Le mot d'ordre démagogique d'unité, et le spectre de la scission que le Comité central agitait à chaque essai de critique, voilaient justement le manque d'un robuste tronc bolcheviste, dont l'existence serait la meilleure garantie pour l'unité réelle révolutionnaire du Parti.

Le bolchevisme peu ferme d'un tel parti ne peut supporter l'épreuve du feu de l'action, et toute tactique est déformée forcément par lui dans le sens réformiste.

Les déviations opportunistes étaient favorisées par la situation sociale, en général, et politique des années écoulées. L'endiguement du mouvement révolutionnaire, la victoire illusoire du capitalisme sur la décomposition d'après-guerre rendirent au capital la possibilité de conserver la forme démocratique qui voilaient son offensive résolue. Cette situation a eu comme conséquence que la tactique du front unique, proclamée par l'Internationale Communiste, apparut, contre la volonté de

(Voir n° 19, du 9 mai 1924)

celle-ci, comme un terrain favorable aux dictateurs de droite. Sous l'influence des illusions de cette époque, nos camarades, en Pologne, qui partageaient le point de vue de l'Exécutif, ont soutenu les éléments de droite dans le Parti. Et l'Exécutif lui-même ne remarqua en Pologne que les fautes de gauche, sans voir les déviations bien plus graves de la droite, et contribua ainsi à la victoire de la droite du Parti sur l'opposition.

Cette droite reçut l'aide précieuse des tendances K. A. P. (antiparlémentarisme, lutte contre la nep) qui, d'ailleurs, n'étaient représentées que faiblement dans le Parti, mais avec lesquelles le Comité central identifia d'une manière démagogique notre opposition pour la présenter comme un « courant étranger au Parti ».

La crise actuelle de l'Internationale Communiste amena l'Exécutif à regarder nos chefs sous leur véritable jour. Ceux-ci firent voter une résolution au Comité central sur les questions russes et allemandes, qui soutenait plus ou moins ouvertement la droite en Allemagne et l'opposition dans le P. C. R. En faisant cela sans que l'ait su l'Exécutif du C. C. du P. C. R. et en les tenant à l'écart de toute information, ils agissaient déloyalement aussi à l'égard du C. C. du P. C. P., auquel ils rendirent difficile une orientation impartiale pour tous sur des questions aussi importantes.

Les conflits des représentants internationaux de notre Comité central, et avec le C. C. russe, et avec la Centrale allemande, détruisent enfin la fiction nuisible d'une solidarité entre l'opportunisme et le communisme révolutionnaire russe et allemand (1). Les masses du Parti ont maintenant des preuves claires que les théoriciens et praticiens de l'opportunisme dans le P. C. P. ne sont pas du tout les porte-parole de la volonté de l'Internationale, mais qu'ils sont mis en avant par la droite menchevisante qui a été condamnée par des instances régulières de l'Internationale et par tous ses éléments révolutionnaires.

### Les conclusions pratiques

Il faut que le Parti tire de ce que nous venons de dire les conclusions suivantes :

1<sup>o</sup> Il faut que le mot d'ordre de la tactique du front unique signifie unité à la base. Si nous souhaitons l'action commune avec les masses ouvrières de tous les partis, nous ne devons jamais oublier que leurs chefs ne veulent pas la lutte réelle, ne fut-ce que pour des mots d'ordre partiels ; que ce n'est que sous la pression des masses qu'ils participent à une action, et exclusivement dans le but de l'étrangler dans l'intérêt de la bourgeoisie ; qu'il faut donc mener toutes les luttes seulement contre leur volonté et par-dessus leur tête. Il faut toujours dire aux masses toute la vérité sur les chefs social-traitres ; il faut démasquer ces traitres à la cause prolétarienne en tout instant et à chaque occasion.

Il faut organiser le front unique à la base, en créant les comités d'action, les centurions prolétariennes, les conseils d'usines, les comités de grève, des comités de chômeurs, etc., ou bien en appelant les masses à les créer elles-mêmes et en les amenant ensuite sous notre influence ; il nous faut organiser des discussions, des conférences et des congrès de ces organisations. Il nous faut combattre le point de vue d'après lequel le P. S. P., comme on le prétend, soutiendrait moins la dictature bourgeoise, que le fait la social-démocratie en Allemagne et pourrait encore être un allié désirable pour les communistes.

Le P. S. P. a trahi la classe ouvrière lors du mouvement d'octobre et des événements de Cracovie d'une manière plus cynique et plus honteuse qu'il ne l'avait jamais fait jusque-là. En votant la loi des pleins pou-

voirs demandée par le gouvernement, il a ouvert la voie à la victoire sans lutte contre la réaction capitaliste et des hobereaux. Il faut se tenir très nettement à l'écart des chefs de ce parti et leur déclarer une guerre sans pitié ;

2<sup>o</sup> Il faut éviter d'envisager seulement les buts prochains et immédiats dans les luttes pour des revendications partielles (journée de huit heures, salaires réels de paix, larges secours de chômage, suppression des équipes de chômeurs, libération des prisonniers politiques, etc.). Il nous faut lier toute action de masses aux buts généraux révolutionnaires du prolétariat ; il nous faut utiliser chaque petit mouvement de masses pour vulgariser les mots d'ordre communistes, qui justement, en de telles circonstances, rencontrent le plus d'écho et sont compris avec plus de facilité. L'aggravation politique de tous les conflits, leur élargissement à de nouvelles masses et à de nouvelles localités ne signifient nullement porter atteinte à l'efficacité de la lutte pour les buts concrets ou changer le parti ouvrier en une secte impuissante de propagandistes ; tout au contraire, elle augmente l'élan de l'action et rend plus facile le renversement de tous les obstacles.

Les heurts avec les autorités capitalistes et les hobereaux, inévitables dans toute action de masses, doivent être approfondis et accentués pour que les masses comprennent la nécessité de la lutte armée avec le capitalisme pour la prise du pouvoir, et la préparent. Il faut pour cela lier organiquement les actions partielles à la lutte pour la dictature prolétarienne et mettre en avant des revendications qui acheminent à cette dictature (armement du prolétariat, avec, comme conséquence, la formation de centurions prolétariennes ; contrôle de la production, conseils ouvriers et paysans). Il faut, à toute occasion, porter nos mots d'ordre politiques dans la rue, pour provoquer l'intervention des masses sous forme de grèves politiques et de démonstrations. Ce dernier moyen peut jouer surtout un rôle essentiel dans la question du chômage ;

3<sup>o</sup> Tout en évitant, de toutes nos forces, dans les syndicats, une scission de l'organisation, il nous faut cependant nous opposer résolument et par principe à la tactique des chefs du P. S. P., du Parti national ouvrier, etc., qui veulent faire des syndicats un instrument de collaboration entre capital et travail. Là où nous n'avons pas la direction des syndicats, il faut avant tout nous occuper de réveiller l'esprit d'initiative des masses, et au lieu de chercher à persuader les instances bureaucratiques à obéir à la volonté de ces masses, il nous faut les y forcer.

Dans les cas où la bureaucratie syndicale s'oppose à la poussée spontanée des masses, la lutte doit être menée en dehors des organisations syndicales, et l'on doit former des comités de grève. Contre les tendances des social-traitres cherchant à localiser les conflits, il faut étendre et élargir les luttes économiques ;

4<sup>o</sup> Les coalitions électorales, lors des élections pour les directions des caisses de maladie, sous la forme de tractations pour former des listes communes, sont inadmissibles, surtout dans la situation présente. Le centre de l'action électorale qu'il faut utiliser pour vulgariser nos mots d'ordre et démasquer les traitres du prolétariat est déplacé par de telles alliances dans le sens d'accords conclus en vases clos ;

5<sup>o</sup> Dans l'agitation à la campagne, il faut, de toutes nos forces, essayer de gagner avant tout le prolétariat agricole et les paysans pauvres, et éviter d'atténuer les conflits de classes entre eux et les grands paysans, au nom de l'« unité paysanne », parce que ce sont les partis paysans qui nous sont hostiles qui en tirent les avantages ;

6<sup>o</sup> Il ne nous faut gagner les couches intellectuelles petites bourgeoises qu'en les libérant de l'influence du nationalisme et non en nous adaptant à l'idéologie nationaliste. Ce n'est pas ce sophisme, disant que la bourgeoisie polonaise n'est pas réellement indépendante et ne pourra assurer à la Pologne une autonomie véritable, qui rendra accessibles au communisme les intellectuels polonais. Nous atteindrons ce résultat seulement en mettant en lumière le contenu de classe de cette « indépendance » et en donnant les preuves que derrière les mots de « liberté nationale » se cachent les privilèges des possédants et l'exploitation des masses laborieuses, et en introduisant ces

(1) Cela n'est modifié en rien par le fait que les représentants du C. C. à l'Internationale se sont tournés vers la gauche, après que le bolchevisme a triomphé au P. C. R. et que quelques groupes de nos camarades ont commencé à combattre ouvertement l'attitude du C. C. (la décision de Berlin, l'attitude des camarades polonais à Moscou, l'attitude du journal *Robotnik Polski Feranęj*). L'article de la camarade Kostrizewa dans le *Nowy Przegląd* est une tentative pour manœuvrer et se séparer des alliés vaincus en Russie.

intellectuels dans le monde de l'idéologie communiste ;

7° Enfin, il faut, selon l'exemple du P. C. R., accorder la plus grande attention à l'éducation des membres du Parti, et en premier lieu de la jeunesse communiste, dans l'esprit de la tradition bolcheviste. Il faut les instruire systématiquement sur l'histoire des trente années de notre Parti, et les éclairer sur les tendances et les partis qui ont formé le P. C. P., comme sur l'attitude de ces partis à l'égard de la Révolution russe et du P. C. R. Dans ce but, il faut commencer le plus vite possible la publication du matériel de documentation concernant l'histoire du mouvement révolutionnaire en Pologne, et mettre fin au sabotage poursuivi depuis un an sur ce terrain par le représentant du Comité central.

### La situation générale et nos tâches

Bien que la vague du mouvement ouvrier ait reculé après les événements d'octobre et l'insurrection de Cracovie, les facteurs objectifs de la révolution non seulement n'ont pas diminué, mais s'accroissent fatalement sur une base élargie.

Le gouvernement provisoire de Grabski est encore moins capable que le gouvernement à poigne qui l'avait précédé de créer les conditions nécessaires pour reconstruire le capitalisme et tranquilliser le pays. La renaissance relative des illusions démocratiques, causée par la chute du gouvernement brutalement réactionnaire, et favorisée par le P. S. P. et le parti Wyzwolenie, ne change rien au fait que le pouvoir est resté aux mains de la même bureaucratie réactionnaire. Les tentatives financières n'ont donné, malgré la loi des pleins pouvoirs, que des succès illusoire et momentanés, et cela au prix de la misère des masses. Le fardeau énorme du militarisme écrase le budget de l'Etat pour l'avenir. Le système fiscal, qui ménage les capitalistes hobereaux et gros propriétaires fonciers, est resté sans changement. L'industrie, à laquelle des débouchés font défaut à cause des frais excessifs de la production, et de la politique hostile aux Soviétiques du gouvernement polonais, végète dans des crises continues. La bourgeoisie industrielle exploite la crise et l'accroît parfois pour mener l'offensive contre le prolétariat, sur toute la ligne (vague de chômage dans les villes et les campagnes, politique de lock-out des entrepreneurs, tentative pour imposer la journée de dix heures, diminution des salaires, dissolution des conseils d'usines, interdiction d'équipes de chômeurs). La valorisiereny provoqua une cherté de vie encore plus grande et une baisse des salaires réels non valorisés.

La réforme foncière a fait définitivement banqueroute, ce qui est confirmé très nettement par les décisions les plus récentes du Siem. Sous la pression des hobereaux et l'influence du malaise financier, le gouvernement doit et veut faire traîner en longueur la réalisation de la réforme foncière.

La politique des nationalités sur les confins de la Pologne continue, ainsi que les persécutions des minorités nationales et la politique hakatisiste.

Tous ces facteurs, liés aux expériences des dernières luttes de masses, nous conduisent fatalement à des luttes nouvelles et élargies de la classe ouvrière, qui appellent à leur tour les actions des paysans sans terre ou des petits possédants. Le chômage, qui, il faut le dire, a causé une dépression passagère dans les masses dans le P.C.R. et la non-divulgarion du point de vue dant des combustibles pour l'explosion qui se prépare.

La situation actuelle exige d'énergiques efforts du Parti communiste, qui doit se préparer sur tous les terrains à prendre la direction de la lutte qui vient.

### La convocation de la conférence du Parti

Il faut que nos organisations exigent la convocation d'une large conférence nationale du P. C. P., qui doit se réunir prochainement (en tout cas avant l'Exécutif élargi de l'Internationale) pour déterminer l'attitude du Parti à l'égard d'un grand nombre de questions de tactique qui sont aujourd'hui à l'ordre du jour de l'Internationale, pour bolcheviser le Parti au point de vue organisatoire et politique, et pour orienter autrement la direction du Parti, dans le sens des nouvelles tâches nécessitées par la lutte révolutionnaire.

La conférence doit être précédée d'une discussion

libre dans la presse et de la publication de tous les documents et matériaux du Comité central, tenus jusqu'à présent secrets pour les membres du parti (comme, par exemple, la décision du P. C. sur les questions russes et allemandes (1).

(1) Le manque d'informations objectives sur le conflit dans le P.C.R. et la non divulgation du point de vue du Comité central devant le Parti ont eu pour conséquence de désorienter le Parti, ce qui fit qu'à une conférence du district de Varsovie se trouverent des camarades qui prirent sous leur protection le camarade Trotsky, au nom de l'opposition de gauche, sans se douter que les défenseurs réels du trotskisme dans l'Internationale ont été justement les représentants de notre Comité central.

## Comment résoudre la crise du logement

L'Etat prolétarien doit installer une famille dans la détresse dans l'appartement de quelque richard. Notre détachement de milice ouvrière se compose, par exemple, de quinze hommes : deux matelots, deux soldats, deux ouvriers conscients (il suffira qu'il y en ait un qui soit membre de notre Parti ou sympathisant), un intellectuel et huit personnes de la classe laborieuse pauvre (au minimum cinq) : ménagères, servantes, manœuvres, etc. Le détachement arrive dans l'appartement du riche, l'inspecte et y trouve cinq pièces pour deux hommes et deux femmes. « Citoyens, il va falloir, cet hiver, vous serrer un peu et n'occuper que deux chambres seulement ; quant aux trois autres, vous allez les aménager pour que nous y installions trois familles demeurant actuellement dans le sous-sol. Temporairement, tant que nous n'aurons pas construit, avec le concours d'ingénieurs (à propos, vous êtes, je crois, ingénieur ?) des logements confortables pour tout le monde, il faudra vous résigner à être un peu à l'étroit. Votre téléphone servira pour dix familles. Cela économisera cent heures de travail passées inutilement à courir les magasins, institutions diverses, etc. Ensuite, vous avez deux personnes sans profession, capables d'exécuter un travail facile : une citoyenne de 55 ans et un citoyen de 14 ans. Ils seront de service chacun trois heures par jour pour surveiller la répartition des produits entre les dix familles et faire les écritures. Le citoyen étudiant qui se trouve dans notre détachement va vous écrire en deux exemplaires le texte de cet ordre qu'il vous remettra, et vous aurez l'obligeance de nous donner un reçu par lequel vous vous engagez à l'exécuter ponctuellement. »

LÉNINE : « *Sur la Route de l'Insurrection* », p. 133. (Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris, 10<sup>e</sup>.)

« La guerre des asservis contre les asservisseurs est la seule que l'histoire doit toujours justifier ».

K. MARX  
La Commune de Paris

## Discussion sur le Programme

En vue du 5<sup>e</sup> Congrès mondial, des camarades de l'Internationale et de notre Parti ont émis, il y a quelque temps, l'idée des Etats-Unis d'Europe.

La formulé en elle-même est attrayante. Elle répond aux profonds désirs de paix et d'union générale. Dans le désarroi des esprits et des buts des peuples d'Europe, cet emblème a pu sembler propre à éveiller l'attention, à attirer les aspirations de la masse. Cependant, il ne suffit pas qu'un mot d'ordre soit attrayant dans sa forme. Il faut qu'il repose sur les réalités de l'économie contemporaine, qu'il se rattache au fond du problème de la révolution.

L'Union des Etats de l'Europe : telle est l'étape que des camarades croient devoir proposer comme route de la lutte.

Du fait de l'exportation des capitaux, des échanges, des transactions intercontinentales et avec l'Asie, l'Afrique et l'Australie, la conception d'une Europe comme entité dans le monde perd de plus en plus de sa valeur. Le xx<sup>e</sup> siècle n'est plus le règne des nations isolées, des parties du monde séparées les unes des autres. L'hégémonie des capitalismes nationaux était déjà pour déplacer les barrières des puissances. A plus forte raison maintenant que la masse de l'accumulation capitaliste se concentre dans les mains du capitalisme yankee, le monde, tant européen qu'asiatique, au lieu de pouvoir conserver sa situation ancienne, passe progressivement sous la dépendance de la richesse américaine.

Il n'est pas aujourd'hui de grande entreprise capitaliste en Europe dont l'initiative ne revienne en grande part aux financiers de Wall Street. La machine américaine entre dans l'atelier français et italien, le pétrole américain bat en brèche, sur les marchés de l'Europe, les produits de la Royal Dutch ; les produits manufacturés, le blé même d'outre-Atlantique, résistent aux différences du change.

Comme de juste, cette pénétration industrielle, commerciale, financière, a son corollaire dans le domaine politique : tel le rapport de la Commission des experts qui place l'application du traité de Versailles sous la direction et sous les avantages du capital américain ; tel aussi le prêt de 100 millions de dollars de la banque Morgan à l'Etat français, dans le but : 1<sup>o</sup> d'aider la bourgeoisie française (fraction de la bourgeoisie internationale) à faire front au bolchevisme aux élections du 11 mai ; 2<sup>o</sup> d'obtenir du débiteur français telle concession, telle participation, voire tel monopole au profit du créancier anglo-saxon.

Une union quelconque des pays d'Europe hors de la tutelle du capital américain est désormais impossible. Tout au plus cela pourrait-il être une fiction créée et entretenue précisément par le capital américain lui-même.

L'idée de l'union des Etats d'Europe ne peut aboutir qu'à l'adossement, à la juxtaposition des Etats capitalistes de l'Europe, dont le tranchant serait tourné contre le bolchevisme.

Si certains chefs socialistes ont raillé dès le début la discussion communiste sur les Etats-Unis d'Europe, il est d'autres socialistes, ceux-là point systématiques de la contradiction, mais plutôt connaisseurs pratiques, spéculatifs adroits de la question qui ont immédiatement fait leur ce mot d'ordre. Et ceci est absolument logique : les socialistes étant, sous leur vernis de nouveauté, l'in-

strument d'opposition du capital moderne, ils se servent de l'enveloppe humanitaire pour cacher le système de l'exploitation capitaliste. Ainsi même, les principaux Etats de l'Europe auraient-ils des gouvernements socialistes, ceux-ci, en réclamant les Etats-Unis d'Europe, conduiraient les peuples à la guerre tout comme les gouvernements dits impérialistes. L'exemple en est donné par les travaillistes anglais et les socialistes de Pologne. Le capitalisme sait utiliser les nuances. On le verrait bien arborer l'étiquette du communisme si par malheur il se trouvait quelque part une section de la 3<sup>e</sup> Internationale pour abandonner la lutte des classes.

Il ne peut donc nullement être question pour nous, communistes, de préconiser l'Union des Etats d'Europe. Nous nous trouvons ici en présence de facteurs tout à fait différents de ceux qui nous font soutenir les mouvements des peuples coloniaux.

La situation serait peut-être différents si deux ou trois autres nations européennes avaient fait et maintenu leur révolution comme le peuple russe. Or, ce n'est pas cette conjoncture que pose un partisan français des Etats-Unis d'Europe, mais plutôt celle de « la solution de la révolution prolétarienne européenne, mise à part comme d'échec trop reculée » (1).

Ainsi cette question des Etats-Unis d'Europe, dans la discussion du programme de l'Internationale, peut démontrer au sein même de l'Internationale des opinions très variées sur la marche de la révolution européenne et mondiale.

Le foyer de transformation du monde que l'Europe est devenue n'est pas près de s'éteindre, ni de s'attédir. Il ne pourrait en être ainsi que par quelque cataclysme de la nature qui anéantirait des populations par dizaines de millions.

Les prolétaires des grands partis de l'Internationale Communiste ont le sentiment que les événements révolutionnaires se précipitent. Les grèves qui éclatent et échouent, mais dont on analyse la cause et les raisons de la défaite ; les expériences multiples et de toutes sortes : lock-outs, fascisme, trahisons social-démocrates, travaillistes, syndicales ; les leçons de faits puisées dans la lutte journalière sur tous les terrains : propagande, conquête et organisation du prolétariat ; travail légal et illégal, dans les Parlements, dans les corps administratifs de l'Etat, dans les usines, dans les armées ; la décadence, le chaos de l'ancien monde impuissant à se survivre, combattu, dominé par l'avenir communiste, ne peuvent laisser de doute : la révolution devient un compte général qui ne se divise que verticalement : à la base, toutes les revendications immédiates des travailleurs avec le front unique dans les Comités d'usines, les syndicats, les associations de défense prolétarienne ; l'extension, l'élévation de la lutte pour les gouvernements ouvriers-paysans, puis la dictature du prolétariat, le communisme.

Voilà quel nous semble être le tracé direct avec lequel l'Internationale pourra, en même temps que garder la maîtrise de sa tactique, conduire le prolétariat européen et mondial.

**Gaston FAUSSECAVE.**

(1) Voir le *Bulletin Communiste* n° 36, 6 septembre 1923. Article : *Les Etats-Unis d'Europe*, B. Souvarine.

## La faillite de la colonisation française

Le dernier remaniement du ministère Poincaré n'a pas manqué d'avoir des répercussions dans les colonies. La France a toujours prétendu qu'elle est la première puissance coloniale qui SAIT coloniser. M. Albert Sarraut, lui aussi, s'est toujours vanté d'être le PREMIER Français qui SACHE mettre des colonies en valeur. Pour cette mise en valeur, il a réclamé 4 milliards de francs. Pour trouver cet argent, il a écrit un bouquin de 674 pages. Or, ce grand ministre vient d'être exclu de son parti pour avoir voté pour son patron Poincaré. Et cet ingrat de Poincaré vient à son tour de mettre le grand ministre à la porte. Ainsi, le grand ministre est simultanément dégoûté, sans avoir ses milliards, ni SES colonies mises en valeur. Il est remplacé par un soldat, pardon, par un colonial inconnu. Ce limogeage nous apporte une petite preuve superflue de plus, de la faillite de la colonisation française.

En attendant mieux, le contribuable français paie, chaque année, plus de 237.000.000 de francs (budget de 1923) pour son ministère des Colonies, plus 1 milliard 172.186.000 pour les troupes coloniales et les dépenses faites au Maroc, soit au total 1.469.186.000 francs.

Chaque Français — riche ou pauvre, vieillard ou nourrisson, homme ou femme — est donc obligé de verser à la caisse de la « Mission Civilisatrice » plus de 36 francs l'an. Au profit de qui ? Ce n'est pas à son profit à lui, contribuable, bien entendu. Et encore moins à celui de la France. Nous allons le montrer tout à l'heure.

En 1922, par exemple, le commerce général des colonies françaises était de 4.358.105.000 francs, dont :

2.104.458.000 d'importations et  
2.253.646.636 d'exportations.

De cette somme, le trafic entre la France et ses colonies ne montait qu'à 1.585.000.000 francs, tandis que celui entre les colonies et l'étranger se chiffrait à 2 milliards 666.379.000 francs.

Les chiffres sur l'Indochine sont encore plus éloquentes.

Des 5.484 bateaux entrés dans les ports indochinois et qui transportaient 7.152.910 tonnes de marchandises, il n'y avait que

779 vapeurs français avec 1.464.852 tonnes !  
contre

787 vapeurs anglais avec 1.575.079 tonnes !

Sur les importations, d'une valeur de 807.729.362 francs en 1921, la France n'avait que 247.602.029 francs.

Elle et ses autres colonies n'avaient que 169.147.115

francs, sur un chiffre d'exportations de 1.284.003.885 francs d'exportations.

Est-ce au profit des indigènes ? Vous allez le voir.

L'Indochine exporta en 1923 :

1.439.995 tonnes de riz,	
622.035 — houille,	
65.413 — ciment,	
61.917 — maïs,	
312.427 quintaux de poisson,	
27.690 tonnes de zinc,	
19.565 têtes de bétail,	
7.927 tonnes de sucre,	
6.860 — coprah,	
46.239 — caoutchouc,	
7.150 — plantes tinctoriales,	
3.617 — coton,	
30.760 quintaux de poivre,	
21.492 — haricots,	
2.609 tonnes de peau,	
12.798 quintaux de rotin,	
12.319 — laque,	
8.499 — café,	
6.084 — thé,	
480.833 kilos de cannelle,	
117.241 — essence de badiane,	
17.943 — soies.	

Eh bien ! saviez-vous quelle est la part de l'indigène dans ce gigantesque commerce des produits de son sol et de son travail ? La part de l'indigène s'élève en tout et pour tout à 542 milliers jaugant 12.231 tonnes !

La colonisation française ne profite qu'à une bande d'aventuriers, de politiciens malhonnêtes, de ratés de la métropole, de trafiquants d'alcool et d'opium, de mercantils sans scrupule, de financiers véreux. En voulez-vous encore une preuve ? La Banque de l'Indochine n'avait que :

24 millions de francs de chiffres d'affaires en 1876, mais elle avait :

145 millions de francs de chiffres d'affaires en 1885,	
222 — — — — — 1895,	
906 — — — — — 1905,	
2.005 — — — — — 1917,	
6.718 — — — — — 1921.	

Et ses bénéfices ont passé de 126.000 francs en 1876 à 22.854.000 francs en 1921 !

Qui les touche ?

NGUYEN-AI-QUAC.

## L'OPINION DES MILITANTS

### POUR LA CLARTÉ

Je n'avais pas très bien compris l'article de notre camarade Chassaigne, du C. N. des Jeunesses, répondant à la déclaration de Monatte. Je n'ai pas compris davantage l'article du dernier bulletin, qui semble écrit de la même encre et signé des C. N. des Jeunesses.

Le plus clair, cependant, c'est que l'article situe les Jeunesses entre les points extrêmes, au beau milieu du litige, en groupe-tampon, selon l'expression de Zinoviev, dans quelque récent article.

Les Jeunesses au centre ! Voilà une position qui nous surprend quelque peu. Est-ce bien la position de la Fédération toute entière ? Le Comité National, dont l'espoir semble être de donner le ton, sera-t-il suivi ?

Nous nous souvenons d'un moment où le Comité National des Jeunesses brandissait des foudres en carton-pâte sur la tête d'une Entente qui avait osé se déclarer solidaire d'une certaine motion (la motion Rieu, pour ne pas la citer). Dans une longue diatribe, le C.N. enjoignait à l'Entente de ne pas prendre position dans la bataille et surtout de ne pas prendre position pour ce qu'on baptisait à tort la « fraction » ouvriériste...

Nous n'apercevions pas très bien, alors, comment

et pourquoi un Comité National poussait si loin le centralisme mécanique. Jusqu'au moment où la discussion étant épuisée, le vote serait acquis, il me semble que les organismes du Parti et ceux des Jeunesses ont le droit de se prononcer, d'autant plus que l'Entente en question ne manifestait aucunement son désir de se mettre en désaccord avec le Parti, et bien moins encore avec l'Internationale.

Les événements l'ont quelque peu prouvé depuis. Nous retrouvons trace de cet esprit dans l'article du C. N. des Jeunesses dont il est question plus haut : « C'est avec une grande joie que le Comité National des Jeunesses a accueilli la déclaration des camarades chez lesquels ces déviations s'étaient le mieux caractérisées, qu'ils étaient décidés à combattre énergiquement les « fautes gauchistes » (!!) au 5<sup>e</sup> Congrès ».

Nous ne savons pas si des camarades ont fait leur *mea culpa* de fautes qu'ils n'avaient pas commises. Nous ne savons ce qui a pu les déterminer à faire cela. Nous savons que leur conscience de communistes est au-dessus d'un marchandage quelconque. Nous pensons également qu'ils iront à Moscou avec assez d'indépendance d'esprit pour juger sur les pièces du procès, si toutefois les faits et documents qu'ils ont dès maintenant vus et étudiés, ne leur suffisent pas. Nous

ne pensons pas, en tout cas, qu'ils puissent sérieusement, en ce qui concerne notre section française, parler d'un danger gauchiste.

Le danger gauchiste existe peut-être dans l'Internationale. Nous sommes disposés à le combattre. Mais le vrai danger, actuellement, n'est pas à gauche, mais bien à droite, dans l'Internationale d'abord, et ensuite et plus que partout ailleurs, dans le Parti français.

Je ne voudrais pas laisser supposer que je partage le pessimisme décourageant, désastreux, émoussant, de notre ami Monatte (non plus que ses illusions d'oplique). Mais je pense que parler d'un danger de déviations gauchistes, mieux, prétendre que des manifestations concrètes de ces déviations, se sont produites d'une façon inquiétante, dans le Parti Français, c'est faire une erreur d'appréciation impardonnable, ou bien vouloir faire diversion.

Un parti où, malgré toutes les objurgations, malgré toutes les tentatives fortes ou douces, des sections continuent à ne pas appliquer intégralement les décisions en ce qui concerne la question syndicale ; où les commissions syndicales, pour ne pas être restées lettre morte, n'ont pas donné un effort suffisant, et sont retombées dans une léthargie inquiétante ; où l'approche des élections a fait renaitre une activité qui s'éteindra partiellement le lendemain du scrutin ; où l'esprit de combinaison n'est pas banni ; où les décisions du 4<sup>e</sup> Congrès sur lesquelles il semble que l'on ne puisse revenir, sont sournoisement attaquées par certains éléments, et où les camarades qui se sont battus pour qu'elles soient appliquées sont désignés comme les boucs émissaires devant porter la responsabilité de notre insuccès (très relatif, d'ailleurs), en Province ; où le travail des cellules d'usine éprouve tant de peine à s'organiser ; où il a été conçu et ébauché avec si peu de méthode par le Centre du Parti ; où les problèmes nationaux et internationaux sont l'apanage de quelques-uns et où la presse communiste les reflète parfois d'une façon si fantaisiste ; où ladite presse est, de l'aveu de tous, en marge du Parti et non sous son contrôle direct ; où un comité directeur central a été ballotté à droite et à gauche, sans boussole, avant de se fixer définitivement, pour, d'ailleurs, ne pas donner encore l'impression nette d'une position irrécusable, un Parti communiste qui a tant de chemin encore à faire avant d'entrer dans le cycle des vrais partis communistes, ne peut redouter les déviations de gauche.

Même si ces déviations étaient en germe, elles ne sauraient se faire jour encore. Je veux bien tuer les germes, dans l'œuf, mais, peut-être, faudrait-il, avant, courir au plus pressé et tuer le poussin qui vient de sortir de l'œuf, le poussin droitier avant le germe gauchiste.

**Aut le Parti autour de sa direction, Oui, et sans réticences.** — Que ceux qui ont échappé par hasard, jusqu'ici, et qui portent en leur cœur les espérances d'essence sociale-démocrate, n'espèrent pas remonter le courant. Le Parti est tout de même plus fort que ça. Mais surtout que les positions soient bien prises, et que le confusionnisme ne s'installe pas chez nous.

A ce point de vue, la position de Vaillant-Couturier est à répudier très nettement : « Oui ou Non ? » Il faut dire si l'on peut ou si l'on ne peut pas, dans cette affaire, suivre la majorité ou la minorité de l'Internationale. Je sais bien qu'après le 5<sup>e</sup> Congrès, tout le Parti sera confondu dans la même ardeur au travail communiste, je sais bien que tous s'inclinent. Mais il serait déplorable que le Parti en soit encore à attendre les résultats d'un Congrès mondial pour emboîter le pas.

Il ne faut surtout plus que des camarades prétendent repousser tout ou partie d'une thèse parce qu'elle leur est présentée sur un plateau qui n'est pas de leur goût. Cette vieille habitude n'a plus droit de cité dans le Parti. Il me semble que l'on ne vote pas sur le s'effraie d'un mot ou d'une tournure de phrase, ne dispensent pas de s'affirmer.

Il est regrettable que le Parti soit obligé de se prononcer si rapidement. J'ai peur que la masse profonde du Parti ne soit pas touchée vraiment par la discussion, et que seuls les militants occupant des fonctions style ou sur l'orthographe d'un texte, mais bien sur le fond. Dans ce cas, les pudeurs de petite fille qui

(secrétaires de sections, membres des Comités Fédéraux) se prononcent réellement. Cela ne serait pas très heureux. Il ne m'a pas paru que la conférence des secrétaires fédéraux à laquelle j'ai assisté, ait fait avancer de beaucoup la question ; et, pour comble, la période électorale est venue arrêter totalement la vie des fédérations sur les autres terrains.

Toutefois, il faut se prononcer.

Pour que le Parti le fasse sans équivoque, il faut avoir le courage de prendre le taureau par les cornes, et de dire la vérité. Il faut être où nous en sommes, quelle est la position des camarades, et aussi les points exacts qui séparent Pierre de Jacques et Jacques de Jean, pourtant unis par un même vote. Il faut aussi que la direction du Parti abandonne totalement ses penchants fétichistes. Le fétichisme a permis à Frossard de régner deux ans sur le Parti français.

Ces idées sont jetées sur le papier à la hâte et seront certainement un peu décousues. Que d'autres, mieux informés et plus aptes à le faire, les complètent.

**SOUZY.**

## LES ELECTIONS PROVINCIALES

Faisons notre examen en toute conscience :

Les neuf dixièmes de nos troupes, dans les circonscriptions où nous n'avions aucune chance d'obtenir le quotient : paysans, petits artisans, ouvriers, nous ont lâchés le 11 mai et ont été voter la rage au cœur, pour le Bloc des Gauches. Je suis sûr de ne pas être démenti par les camarades qui ont suivi de près, dans les campagnes, les dernières élections. Partout où passaient nos candidats, ils étaient reçus avec plaisir, écoutés avec calme, applaudis chaleureusement ; partout le monstrueux Cartel des Gauches recueillait l'indifférence, parfois un peu méprisante, toujours sceptique des travailleurs ; partout aussi le Bloc national était copieusement conspué. J'ai dit que le Cartel des Gauches était, la plupart du temps, un monstre affreux contre nature et j'ajoute que ses procédés de battage électoral furent presque toujours odieux, inouïs.

Eh bien ! c'est à ce monstre qu'allèrent irrésistiblement, farouchement les suffrages des travailleurs même communistes. Nous avions à lutter à une demi-douzaine contre un torrent fougueux sans cesse grossissant pour le détourner dans le canal communiste dont le tracé était à peine piqueté. Ce torrent aveugle, irrésistible des masses laborieuses n'avait qu'un but : *abattre le Bloc national.*

Inutile de discuter ; inutile de raisonner ; les camarades n'écoutaient pas ; les plus violents, en petit nombre d'ailleurs, s'indignaient de notre conduite et parlaient de vendus à la réaction ; les autres, l'immense majorité nous disaient : « Tu as raison, nous sommes de cœur avec toi et nous te rejoindrons demain, mais aujourd'hui laissez-nous abattre les de Castellane, les de Castelneau, les de Lasteyrie, les princes Murat. C'est ça qui est urgent ».

D'autres nous disaient :

« Si vous faites passer la réaction nous ne vous pardonnerons jamais ! » La plupart :

« Voter pour les communistes serait notre vif désir ; mais l'absurde loi électorale nous l'interdit. Ils n'ont pas de chance, voter pour eux, c'est perdre nos voix et c'est favoriser le Bloc national. Celui-ci doit être châtié et ceux qui le remplaceront méditent la leçon ; dans quatre ans ils auront des comptes à rendre eux aussi »

Un camarade faisait justement remarquer :

« S'il y avait un second tour, nous aurions dix fois plus de voix. Au premier tour, nos amis se compleraient sur notre liste ; au second tour, ils reprendraient leur liberté. »

C'est très vrai : l'absence du second tour nous a été néfaste. Cela prouve aussi l'absence de culture et de convictions communistes dans nos campagnes. N'étant pas politiciens, nous ne savons pas non plus endiguer les vastes courants d'indignation populaire qui, en période électorale, entraînent les masses. Au contraire, radicaux, madrés et socialistes, forts en gueure, sont passés maîtres dans l'art de sophistiquer les masses.

Et puis, nous n'étions pas prêts ; nous n'avions pas d'argent ; nos candidats ne purent donner qu'une dizaine de réunions, les samedis soir et les dimanches ; le reste de la semaine, ils étaient à l'atelier, au chantier et au champ ; alors que dans le Cantal, par exemple, une équipe de S.F.I.O. à la solde du millionnaire du Cartel, parcourut en automobile le département, durant un mois, sans trêve, ni repos, dépensant sans compter et racontant partout que les communistes étaient venus à de Castellane. Puis, à ce même département, le numéro spécial de *l'Humanité* et la circulaire fédérale ne parvinrent pas. Cela fit croire un peu partout qu'au dernier moment la liste communiste était retirée. Cela lui fit perdre, peut-être, les trois quarts des voix qui lui revenaient malgré tout.

Cependant notre campagne ne fut pas inutile.

Il faut d'abord que nos camarades des villes sachent bien que leurs frères des campagnes n'ont voté pour le Bloc des Gauches qu'avec indifférence, comme pour un pis-aller, qu'ils ont voté contre quelqu'un et non pour quelqu'un. Puis, nos belles affiches sont restées quinze jours affichées dans la plupart des communes du Cantal : elles ont nettement averti les travailleurs de ce que serait le Bloc des Gauches. La faillite certaine de celui-ci est le sûr garant de nos victoires de demain. Les affiches de Grandjonan ont inauguré la prochaine campagne électorale si, toutefois, le Bloc des Gauches tient quatre ans, et il est permis d'en douter.

Léon SOUBEYRE.

## PARTI NOUVEAU, PROPAGANDE NOUVELLE

C'est maintenant que doit commencer la véritable campagne de propagande du Parti. Nous sommes, durant les dernières semaines, entrés en contact avec une masse considérable de travailleurs qui nous ignoraient, et que notre vrai visage a étonnés et séduits. Maintenant que les avertissements politiques se reposent sur leurs lauriers électoraux, le moment est venu pour nous de profiter de ce que nous avons réussi à avoir l'oreille de la masse pour redoubler d'efforts afin de l'avoir plus encore.

Mais nous devons avant tout faire en sorte que notre nouvelle campagne n'ait plus rien de commun avec une campagne électorale. Nous ne devons pas faire porter notre action sur la localité, mais sur l'usine.

On a répété bien souvent que notre Parti est l'organisation de défense du prolétariat, aussi bien dans le domaine des grandes revendications sociales que dans celui de la défense de ses intérêts de tous les jours. C'est sur ces derniers que nous devons, en ce moment, porter notre attention, non pour y apporter des idées toutes faites, mais pour aider la masse à exprimer les siennes.

La nouvelle Chambre « Bloc des Gauches » inspire des illusions à beaucoup de travailleurs sans grande éducation politique. Pour la plupart d'entre eux, les questions politiques et sociales d'actualité se réduisent à des abus isolés auxquels il est possible de remédier par des mesures partielles, qu'il est facile à un Bloc des Gauches de bonne volonté de prendre. Bien entendu, nous savons que dans la plupart des cas, on ne peut remédier aux maux multiples et incessants qui accablent la classe ouvrière qu'en touchant aux pri-

vilèges capitalistes — ce que le courage chancelant des radicaux et des réformistes est incapable d'entreprendre. Notre rôle est donc de chercher quelles sont les revendications les plus répandues à l'état latent au sein des masses prolétariennes, et, non pas même de les formuler pour elles, mais de les faire directement exprimer par elles.

Je m'explique.

Dans toutes les usines où cela est faisable (et en particulier dans celles où il y a une cellule communiste, un comité d'usine, etc...), nous devons convoquer en présence d'un délégué du Parti, une assemblée générale des ouvriers de l'usine où ceux-ci devront formuler leurs griefs, quelque partiels qu'ils soient. Je suppose par exemple, qu'aux établissements X... on se plaint du manque de lavabos. Puis, dans la localité, on convoque une conférence des usines où celles-ci sont représentées par des délégations élues (ce sera en même temps pour nous l'occasion de faire notre propagande pour les Comités d'Usine) et où tous les ouvriers travaillant dans la localité sont invités à titre audiatif et consultatif. On peut même, à cette conférence, élire un Conseil Ouvrier. Celui-ci assemblera les réclamations de toutes les usines et dressera un cahier de revendications où elles seront généralisées et systématisées. A ces conférences assistera obligatoirement un élu du Parti (député, conseiller municipal, etc.), dont le rôle sera de se mettre directement à la disposition du Conseil Ouvrier pour la défense de ce cahier. Je suppose, pour reprendre l'exemple de tout à l'heure, qu'à l'usine X... il n'y ait pas de lavabos ; que chez Y... le service médical laisse à désirer ; que chez Z... il n'y ait pas de vestiaire, etc... Le Conseil Ouvrier et l'élu du Parti décideront donc qu'il y a lieu de réclamer une loi sur l'hygiène des usines, ou d'appliquer celles déjà existantes, de créer un inspectorat spécial de l'hygiène des fabriques, etc. Cette revendication, formulée et soutenue par le peuple travailleur, lui-même, sera portée directement devant les Assemblées élues ; si le Bloc des Gauches la repousse, le prolétariat prendra bien plus à cœur l'échec de la demande qu'il a exprimée lui-même — et saura s'en souvenir.

Nos nouveaux députés, ouvriers eux-mêmes le plus souvent, peuvent être pour nous d'un très précieux concours dans cette tâche. Pour la plupart des gens, un parti est bien plus symbolisé par ses députés que par ses militants. Si les ouvriers voient nos députés se pencher sur leurs misères dans l'usine et défendre leur sort, ce simple fait leur fera comprendre mieux que tous les discours, que notre parti diffère radicalement de tous ceux qui les ont tant de fois trompés et trahis. Et ils auront confiance en nous.

Nous tirerons de cette méthode de propagande les trois avantages primordiaux suivants :

1° Nous souderons tout notre Parti, élus y compris, à la masse prolétarienne des usines ;

2° Nous ferons en même temps la propagande pour les Comités d'Usine, et nous leur fournirons du travail ;

3° Enfin, nous apprendrons à la classe ouvrière à exprimer ce qu'elle veut et à acquérir une conscience de classe. Nous ferons une besogne analogue à celle que faisaient les partisans des « philosophes » à la veille des Etats Généraux de 1789. C'est dans les Cahiers de baillage, de généralité, de province que le Tiers Etat, pour la première fois concrétisé son idéologie de classe et s'est tracé un premier programme défini. C'est ainsi qu'il a préparé la Constituante et la Révolution bourgeoise. C'est dans les Cahiers des usines, des Conseils ouvriers, des Congrès des Conseils que la classe ouvrière concrétisera à son tour son idéologie de classe et apprendra à se tracer un programme. Et c'est ainsi que nous préparerons le Gouvernement ouvrier et paysan et la Révolution prolétarienne.

MERLAY.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur